

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Une ouverture sur le monde

LES AFFAIRES
SOMMAIRE
Les écoles de langues font bien

 Le chiffre d'affaires est estimé à 300 M\$ **A2**
Une stratégie originale

 Quand la croissance passe par la formation linguistique **A3**
À chacun son programme

 Les cours linguistiques peuvent inclure du golf ! **A4**
La fidélité par le mentorat

 Un outil précieux pour garder ses employés **A14**


Depuis 1970, plus de 30 000 étudiant(e)s et employé(e)s de centaines d'entreprises : Hydro-Québec, Banque Royale, Desjardins, etc.

Go for it now !

(514) 985-2414

« Les résultats parlent d'eux-mêmes ! »

COURS AU CENTRE CCFA :

- Petits groupes de 4 à 6 personnes maximum
- Session de 30 h : matin, soir, samedi
- Semi-intensif : 4 matins / semaine
- 7 niveaux : de débutant à avancé
- Professeurs anglophones qualifiés
- Reçu d'impôts
- Entrevue de classement et inscription sur rendez-vous

295\$
COURS EN ENTREPRISE OU PRIVÉS :

- Conversation : L'anglais, langue des affaires (7 niveaux)
- Spoken grammar
- Mastering English Usage
- Administrative Writing
- Rédaction anglaise
- Le français, langue des affaires
- Perfectionnement général du français...

Aussi disponible : méthode sur vidéocassettes très efficace
www.centrecffa.com



« Le meilleur cours de conversation Anglaise »

Execuform
Cours de langues pour cadres
Language courses for executives

« J'ai choisi Execuform pour l'exceptionnelle capacité de ses professeurs d'offrir une formation de grande qualité dans une ambiance très agréable, le tout entre deux réunions et des horaires qui changent sans cesse. »

Pierre Bélanger,
Président, CDP Capital Communications

Tél. : (514) 278-1814 Téléc. : (514) 278-2503
Site web : www.execuform.com
Courriel : langues@execuform.com
Communiquez avec Louise Houle ou Charles de Léry

NEW

French Conversation Classes in small groups, at the school

NOUVEAU

Spoken Grammar

De bonnes affaires pour les secteurs privé et public

Le chiffre d'affaires annuel des écoles de langues est estimé à 300 M\$

Alain Duhamel
duhamela@transcontinental.ca

Le secteur privé et le secteur public de la formation en langue seconde au Canada font depuis 10 ans

de bonnes affaires et croissent rapidement.

La première étude de **Statistique Canada** sur cette activité (*Enquête de 1998 auprès des fournisseurs de formation en anglais ou en fran-*

çais ou étrangère au Canada-1998), publiée l'an dernier, estime le chiffre d'affaires annuel des écoles de langues à environ 300 M\$.

Le nombre des inscriptions a crû au rythme annuel de

18 %. Les écoles se concentrent au Québec (33 %), en Ontario (28 %) et en Colombie-Britannique (23 %).

Elles sont en majorité des jeunes entreprises en affaires depuis moins de 10 ans et

pour environ 40 % d'entre elles, le chiffre d'affaires ne dépasse pas 200 000 \$.

Cependant, dans le secteur public, la majorité des établissements offre la formation en langue anglaise depuis

plus d'un demi-siècle alors que, dans le secteur privé, plus de 72 % des établissements sont en affaires depuis moins de 10 ans.

Les deux tiers des établissements n'offrent que la formation linguistique et n'ont aucune autre activité, par exemple, la traduction ou l'interprétation.

L'enseignement en groupe demeure la méthode la plus utilisée mais, dans ce domaine, le secteur privé se démarque nettement du secteur public par le recours à la formation individuelle, offerte dans 89 % des écoles privées par rapport à 59 % dans les établissements publics.

L'anglais domine, et de loin, l'offre de formation : 61 % des établissements enseignent la langue de **Shakespeare** et 12 % seulement la langue de **Molière**; 27 % des établissements forment des élèves dans l'une ou l'autre des deux langues officielles ou dans une autre langue.

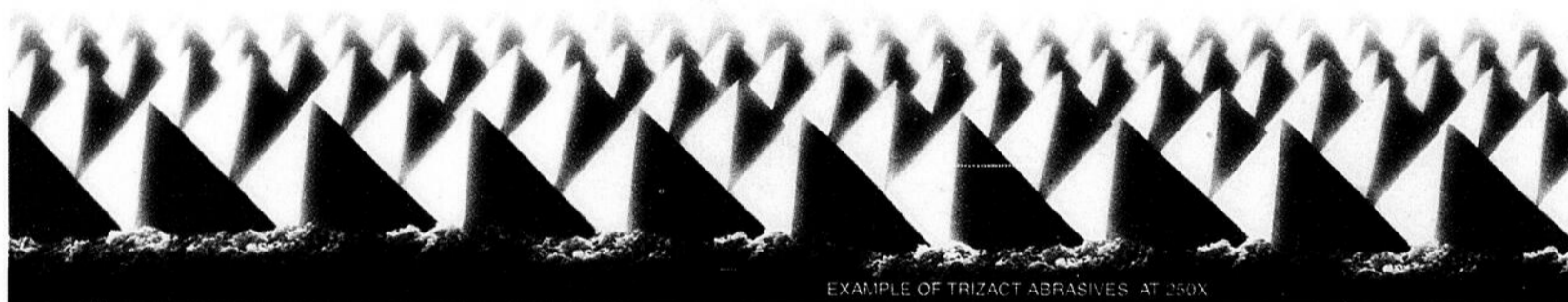
« Depuis deux ans surtout, il y a une demande considérable pour des cours d'espagnol. C'est la troisième langue », note **Michel Doré**, président de l'**Institut Médialangues International**. Après le *Sommet des Amériques*, à Québec en avril dernier, il y a eu recrudescence de l'intérêt pour l'apprentissage de la langue de **Cervantès**. ■

1 Pour mieux poncer...



EXAMPLE OF CONVENTIONAL SANDPAPER AT 120X

2 Nous avons créé les pyramides.



EXAMPLE OF TRIZACT ABRASIVES AT 250X



Abrasifs
Trizact 3M

Non, ce ne sont pas celles que vous trouverez en Égypte! Les abrasifs

TrizactSM 3MSM sont faits de millions de pyramides microscopiques

identiques, créant une nouvelle classe d'abrasifs efficaces qui laisse le papier de ponçage

loin derrière. Les abrasifs Trizact, qui utilisent notre procédé breveté de microreproduction,

peuvent usiner des pièces de réacteur avec une précision de 1/10 000 pouce. Nous découvrons

de nouvelles façons d'aplanir les rugosités en passant *du besoin à...*

3M Innovation

©3M 1999
9904-WA-09757

Pour obtenir de plus amples renseignements, composez le 1 800 364-3577 ou visitez notre site Internet : <http://www.3m.ca>

SITES CLÉS
lesaffaires.com

Tapez le mot suivant

Formation

OK



M. Michel Aumont

L'Institut du commerce électronique tient à remercier monsieur Michel Aumont de Dell Canada pour sa participation à la formation des nouveaux certifiés en affaires électroniques.

Depuis 1990, des centaines d'entreprises et des milliers de gens d'affaires ont fait appel à l'Institut du commerce électronique pour ses divers services et programmes de formation spécialisés. Organisme unique en son genre, l'Institut est devenu un partenaire et une ressource de premier plan grâce à son expertise en affaires électroniques.



Institut du commerce électronique
www.institut.qc.ca
institut@institut.qc.ca
(514) 840-1288

La formation linguistique comme stratégie de croissance

Mondialisation oblige, les entreprises se mettent à l'apprentissage des langues



Alain Duhamel
duhamela@transcontinental.ca

Les gestionnaires du réseau de Cogeco Câble au Québec doivent communiquer fréquemment avec leurs équipementiers, lesquels se trouvent pour la plupart en Ontario ou aux États-Unis.

« Nous sommes francophones à 98 % », dit **Rolande Benjamin**, directrice des ressources humaines. « Lorsqu'il faut communiquer, il y a malaise; c'est la répartitrice qui sert de traductrice ! »

Cogeco a donc résolu d'offrir à ses techniciens des cours de langue anglaise dans le domaine des télécoms. Il s'agit d'un investissement de 100 000 \$ pour lequel la société a obtenu une contribution du *Fonds national de formation de la main-d'oeuvre*.

« Nos techniciens sont inconfortables. C'est un peu leur rendre la dignité de l'autonomie que de leur permettre de comprendre et se faire comprendre dans une autre langue », explique M^{me} Benjamin.

L'entreprise trifluvienne n'est pas un cas unique. Il y a de plus en plus de firmes qui exigent de leurs cadres et représentants qu'ils puissent communiquer avec les clients et les fournisseurs dans au moins une autre langue que leur langue maternelle.

Mondialisation oblige, les entreprises se mettent à l'apprentissage des langues.

« On peut parler d'une véritable mutation, accélérée par le progrès rapide des nouvelles technologies de communication », dit **Michel Doré**, président de l'**Institut Médialangues International**, de Montréal, spécialiste de l'apprentissage en entreprise par les méthodes d'immersion.

« Même dans les PME, le plurilinguisme devient une exigence. C'est une arme pour gagner des parts de marché. »

Le développement du commerce international des entreprises québécoises, facilité par les accords de libre-échange avec les États-Unis, le Mexique et le Chili, a propulsé la croissance de la demande de formation en langue anglaise et en langue espagnole.

« La mondialisation certes, mais aussi la loi 90 (*Loi de 1995 favorisant le développement de la formation de la*



Michel Doré : « Même dans les PME, le plurilinguisme devient une exigence. C'est une arme pour gagner des parts de marché. »

main-d'oeuvre), dit **Paule Grenier**, associée principale d'**Elam**. Les deux aspects ont coïncidé. »

Depuis 1995, la loi québécoise favorisant la formation de la main-d'oeuvre oblige les entreprises à consacrer au moins 1 % de leur masse salariale à la formation.

Le dernier obstacle

Dès qu'une entreprise veut commercer dans le monde, ses dirigeants doivent apprendre à communiquer dans une autre langue que la leur.

Pour résoudre les problèmes de logistique de l'approvisionnement, de formalités douanières ou de conformité aux rè-

Les méthodes pédagogiques

	Établissements publics	Établissements privés
Formation en groupe	96 %	96 %
Formation individuelle	59 %	89 %
Auto-apprentissage	24 %	28 %
Apprentissage à distance	10 %	5 %

La formation en langue seconde au Canada, en 1998

	Établissements publics	Établissements privés
Nombre	159	331
Recettes M\$	135	165
Inscriptions	125 000	165 000
Employés	5 000	6 000

SOURCE : STATISTIQUE CANADA

TABLEAU: LES AFFAIRES

gles et normes des marchés étrangers, l'entrepreneur s'en remet en général à des services professionnels spécialisés. Mais il subsiste un obstacle : la communication de vive voix dans la langue du client.

« Bien des gens se débrouillent, mais il faut beaucoup plus, dit M. Doré. Ils ont déjà suivi des cours et acquis des compétences en écoute et en écrit. Ce dont ils ont besoin, c'est une compétence à l'oral. »

L'Institut Médialangues mise sur la formation par téléphone. La méthode consiste à converser avec l'apprenant en abordant des thèmes qu'il connaît et aime bien. L'établissement a élaboré des

cours pour les professionnels de l'import-export et du tourisme à l'aide de documents et de mises en situation.

L'apprenant aura une conversation téléphonique avec son professeur. Il s'agit, selon M. Doré, de développer de bons réflexes linguistiques et de bâtir la confiance.

« L'apprenant doit pouvoir pratiquer dans le contexte de travail où il se trouve. On apprend une langue par l'oreille. »

« Autrefois, la formation s'appuyait uniquement sur l'enseignement et l'acquisition d'une compétence; aujourd'hui, on se préoccupe davantage de la performance. »

Transigez des Devises Étrangères

Tournez 2 500 \$US en 10 000 \$US par mois

Plus de 2 trillions de dollars US de devises sont transigées chaque jour sur le **FOREX** (Foreign Exchange) le plus gros marché mondial. Voyez comment il est possible de générer un retour imposant avec un investissement minime (2 500 \$US) en gardant le contrôle à 100%. À l'aide d'**Analyse Technique** en passant de 2 à 6 heures par jour sur votre ordinateur, utilisant des logiciels de haute technologie, dans le confort de votre foyer ou n'importe où ailleurs. **Investissez en vous-même**, enrrollez-vous à notre prochain **cours de 3 jours** et apprenez comment réussir au **FOREX** comme les pros! Appliquez cette même technique pour contrôler vos investissements boursiers!



Démonstration

Dates : 28 août 2001 - en français
29 août 2001 - en anglais
Heures : 13 h à 15 h ou 19 h à 21 h

Lieu : Hôtel RAMADA
7300, Côte-de-Liesse, St-Laurent, Qc
Coût : 20\$ à l'entrée

Réservations et info. : (514) 989-3150

www.markettraders.com



Un cours de français interactif et personnalisé...

Passez notre test diagnostique gratuit !

www.dfsf.com

Obtenez en quelques minutes votre portrait orthographique, soit une évaluation de vos forces et de vos faiblesses en français écrit.

actualisation

Formation, consultation et édition en développement des ressources humaines depuis 1970

Des formations pratiques pour développer vos compétences de leader

Leaders efficaces

30, 31 octobre, 13, 14 novembre 2001

Adieu patron ! Bonjour coach !

27, 28 et 29 août 2001
20, 21 et 22 novembre 2001

Leader situationnel

23 octobre 2001

Mieux se comprendre

20 août 2001
24 octobre 2001

Réussir en équipe

6, 7 et 8 novembre 2001

L'art de la critique constructive

21 et 22 août 2001
1er et 2 novembre 2001

Prévenir le stress et le burnout

27 novembre 2001

Développer son intelligence émotionnelle au travail

23 et 24 août 2001
15 et 16 novembre 2001

Place du Parc CP1142
300 Léo-Pariseau, #2200
Montréal (Québec)
H2W 2P4

Tél. : 514-284-2622
Fax : 514-284-2625
formatio@actualisation.com
www.actualisation.com

À chacun son programme de séjour linguistique

Les formules, qui varient à l'infini, peuvent inclure un cours de golf ou de cuisine

Michel de Smet

dossiers@transcontinental.ca

Que diriez-vous d'apprendre l'anglais de manière intensive en améliorant votre technique de jeu au golf ?

Mieux encore, d'effectuer un séjour linguistique en Italie tout en vous initiant, en après-midi, à la savoureuse gastronomie du pays ?

Et si vous êtes du genre super-studieux, l'industrie des séjours linguistiques a, là aussi, une proposition à vous faire : 63 heures d'enseignement en cinq jours dans une résidence de luxe.

Si le concept de séjours linguistiques ne date pas d'hier, leur essor dans les pays occidentaux remonte aux années 60. En revanche, le moins que l'on puisse dire c'est que les professionnels de ce secteur ratissent désormais très large.

Il suffit de naviguer sur le Web pour se rendre compte de l'offre à ce chapitre. C'est du reste par ce moyen électronique que **Kerstin Petersson** recrute tous ses clients.

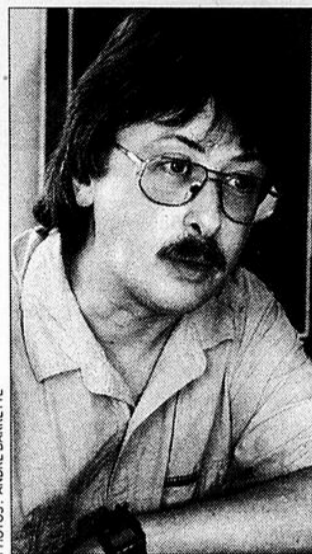
Directrice de l'école de langue **River Echo**, elle offre des programmes d'immersion en anglais qui, grâce à Internet, lui apportent essentiellement une clientèle internationale en provenance d'Europe, du Japon et des pays latino-américains.

« Le programme d'enseignement se déroule en matinée. L'après-midi, les étudiants peuvent opter pour des cours de golf, des promenades à cheval et même, l'hiver, des randonnées en traîneau à chiens », indique M^{me} Petersson.

Au delà des cours d'anglais, celle-ci tire aussi avantage de la localisation de son entreprise qui se résume au charme bucolique de Wakefield, un village de 600 âmes situé en Outaouais, à proximité immédiate d'Ottawa.

Courtiers en séjours linguistiques

L'offre pour les cours d'immersion linguistique est tellement diversifiée qu'elle a donné naissance à une nouvelle profession, le courtage de programmes de langues.



Yves Cloutier : « Tous les produits ont finalement tendance à se ressembler. Dans ce cas, je suggère à mes clients de choisir d'abord en fonction du pays où se déroulera le programme et des activités culturelles et sportives qui sont offertes. »

« Je préfère l'appellation de consultante car, globalement, mon activité principale consiste à orienter mes clients



Myriam C. Strauss : « Si l'on choisit la formule de cours en groupe, il est préférable de se retrouver entre personnes de nationalités différentes. Sinon, la tentation de communiquer entre étudiants dans sa langue maternelle sera trop forte. »

vers le cours qui convient le mieux à leurs aspirations. Toutefois, comme je représente au Canada plusieurs entreprises de formation linguistique, le terme de courtage est tout aussi approprié », admet **Myriam C. Strauss** qui exerce sa profession de consultante à son compte à Toronto.

Cette dernière souligne qu'un des principaux facteurs qui dynamise actuellement

l'offre de cours de langues est attribuable aux produits qui s'adressent spécifiquement aux personnes de 50 ans et plus.

« Ce type de clientèle s'intéresse particulièrement aux formules qui contiennent un solide contenu culturel. Il ne s'agit pas uniquement de visites de musées, mais également des cours de cuisine portant sur la gastronomie du pays où se déroule l'immersion linguistique ou encore des initiations à la peinture ou aux vins locaux. »

Une approche pour gestionnaires

Dans la gamme étendue des différentes formules de cours qu'elle propose, il en est une qui ne saurait passer inaperçue. La société belge, **Ceran Lingua**, qui offre des cours en cinq langues incluant le japonais et compte plus de 4 500 clients par année, ainsi que sa consœur américaine, **Cedar Plantation**, proposent plus de 60 heures de cours intensifs distribués sur cinq jours en résidence fermée, luxe et repas gastronomiques garantis.

« C'est une approche d'immersion totale qui convient en particulier aux gestionnaires d'entreprise. Après trois ou quatre semaines de ce régime, ils sont capables d'être pleinement fonctionnels, même en japonais », dit M^{me} Strauss.

Pour sa part, **Yves Cloutier**, directeur de **Séjours linguistiques VTE**, qui représente depuis sept ans plusieurs entreprises qui offrent des séjours d'immersion linguistique, insiste sur l'utilité de recourir à un consultant lorsqu'il s'agit de choisir une formule d'apprentissage.

« Tous les produits ont finalement tendance à se ressembler. Dans ce cas, je suggère à mes clients de choisir d'abord en fonction du pays où se déroulera le programme et des activités culturelles et sportives qui sont offertes.

« Également, pour des raisons évidentes d'immersion, il est préférable de loger chez l'habitant plutôt qu'à l'hôtel », conseille-t-il.

Des prix selon les prestations

En fin de compte, les ressources budgétaires des clients devraient également avoir voix au chapitre.

Il en coûtera autour de 2 000 \$ canadiens pour passer une semaine avec Ceran Lingua et quatre fois moins avec Séjours linguistiques VTE, à condition de choisir la formule quatre semaines consécutives, transport non inclus dans les deux cas.

Une différence considérable de prix qui s'explique, il est vrai, par des prestations très différentes. ■

Apprenez l'anglais ou l'espagnol par TÉLÉPHONE...



Un professeur privé qui vous suit partout pour développer vos compétences à l'oral.

- Approche pédagogique novatrice
- Tous les niveaux
- À votre rythme
- Horaire flexible
- Aucun déplacement

Cours sur mesure combinés à notre programme d'immersion multimédia pour bénéficier des avantages des différentes méthodes de formation sans leurs inconvénients.

(514) 334-1819



Institut Médialangues International inc.
323, boul. Henri-Bourassa O., bur. 200, Montréal (Québec) H3L 1N8
Tel. : (514) 334-1819 • Courriel : mediaqc@total.net

Établissement d'enseignement accrédité aux fins fiscales et de la taxe à la formation professionnelle

Vendre stratégiquement aux Américains m.d.

Le seul cours de vente dont les méthodes sont développées en fonction de vos enjeux d'affaires et de vos préoccupations à conquérir le marché des États-Unis.

- Apprenez la langue d'affaires américaine.
- Développez un réseau aux É.U.
- Reconnaissez les attentes des Américains.
- Identifiez des modes de prospection non traditionnels.
- Positionnez-vous personnellement et stratégiquement.
- Transformez les besoins des clients en occasions d'affaires.
- Sachez exploiter vos avantages compétitifs.
- Évitez les embûches "Made in USA".
- Concluez des ventes et assurez les suivis.
- Enrichissez vos relations d'affaires outre-frontière.

Animatrice: Hélène Douville
Associée principale Groupe conseil DCA

Invité spécial: M. Alain Brosseau
Président de Albro Export & Marketing Inc.
Représentant canadien de MANA (Manufacturers' Agents National Association)

- Deux journées composées d'ateliers interactifs, de présentations étoffées et d'échanges avec des experts.
- Des connaissances pratiques, utilisables dès le retour au travail.
- Des outils pour vous démarquer et vous positionner.

Réservez la session de votre choix, les places sont limitées:
Montréal 28-29 août Québec 22-23 août
25-26 sept. 19-20 sept.
17-18 oct. 23-24 oct.

DCA
groupe conseil

Pour vous inscrire ou pour d'autres renseignements:
Montréal: 450-672-8409
Sans frais: 1-888-368-8455
Internet: www.groupe-dca.com
formation reconnue par Emploi-Québec

Un bon cours de langue nécessite un volet d'immersion complète

L'hébergement en famille d'accueil se conjugue parfaitement avec la formation théorique reçue en classe

Michel De Smet
dossiers@transcontinental.ca

Un cours de langue sans immersion complète, non merci ! **Régnald Harvey** en est convaincu. D'ailleurs, en mai dernier, lorsqu'il a acheté un programme de deux semaines d'anglais à la compagnie **Séjours linguistiques VTE**, il a aussitôt préféré l'option hébergement en famille d'accueil plutôt que l'hôtel.

« J'ai choisi Vancouver parce que j'aime cette ville que j'ai déjà visitée antérieurement, explique-t-il. Le matin, au sein d'un petit groupe, je suivais des cours théoriques. L'après-midi était davantage axé sur les exercices de conversation. Mon bain d'anglais était complété par les conversations avec ma famille d'accueil qui s'est, en plus, montrée totalement disponible pour des sorties ensemble, le soir et les week-ends. »

Plus d'avantages que d'inconvénients

Pour M. Harvey, un résident de la ville de Québec, le véri-

table séjour linguistique doit nécessairement s'accompagner d'un hébergement familial car cela présente un double avantage. D'une part, elle permet de s'initier au vocabulaire du quotidien, ce qui est un complément indispensable au vocabulaire plus conventionnel acquis lors des séances de cours.

D'autre part, cela plonge l'apprenant dans une immersion culturelle qu'il ne pourrait réaliser s'il résidait à l'hôtel.

Une opinion partagée par **Richard Martel**, directeur du bureau d'Ottawa du **Centre linguistique du Cégep de Jonquière**.

« Selon moi, un cours d'immersion linguistique doit répondre à trois critères : des cours en salle de classe, des activités socio-culturelles et l'hébergement en famille d'accueil dont la

langue maternelle est celle que l'étudiant est en train d'apprendre.

Dans l'étude des langues, les aspects culturels et linguistiques sont indissociables. »

« J'alternais les cours et les activités que me proposait ma famille d'accueil avec plusieurs journées de rafting et de randonnées pédestres. »

Immersion à l'Université

Roch Larouche travaille au **Centre de transfert technologique en production automatisée** du Cégep de Jonquière.

C'est donc tout naturellement qu'il s'est adressé au Centre linguistique de son institution quand il a dû suivre un programme d'immersion en anglais.

« Dans ma région on a peu l'occasion de pratiquer l'anglais, souligne-t-il. Dès lors, il m'est apparu évident que je devais séjourner dans une famille anglophone. En plus, j'ai opté pour un programme d'enseignement

individuel à Ottawa. »

Le matin, un professeur dispensait à M. Larouche un enseignement centré sur la théorie.

L'après-midi, un de ses collègues poursuivait par des exercices pratiques.

Le soir, un troisième professeur l'accompagnait tantôt dans un spectacle de jazz ou encore dans une soirée humoristique.

« C'était à la fois mon ange gardien et la personne qui me permettait de lier plus facilement conversation avec mon entourage d'un soir », résume M. Larouche.

Incorporer les loisirs aux cours

Marie André exerce une profession libérale dans la région de Québec.

Tout en optant pour l'immersion familiale à proximité de la ville de Banff, en Colombie-Britannique, elle a préféré une approche qui fait la partie belle aux vacances.

« Quand vous êtes au coeur des Rocheuses, autant en profiter. J'alternais les cours et les activités que me proposait

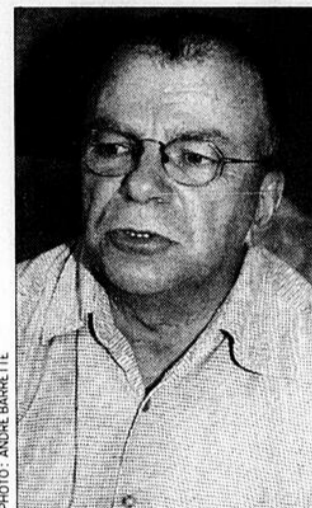


PHOTO : ANDRÉ BARRÈTE

Régnald Harvey : « Les séjours en famille d'accueil constituent un complément indispensable aux cours de langue offerts en classe. »

ma famille d'accueil avec plusieurs journées de rafting et de randonnées pédestres.

« Mes professeurs faisaient preuve d'un grand professionnalisme. Cela change de l'amateurisme dont font souvent preuve les enseignants en langue anglaise dans une ville aussi francophone que

Québec », estime-t-elle.

Pas d'escapades récréatives en revanche dans la formule hyper-intensive retenue par **Yves Hébert**.

Pour ce consultant en gestion de la clientèle de Victoriaville, le choix s'est spontanément porté sur une formule extrême : 130 heures d'anglais en moins de deux semaines à **Cedar Plantation**, une école de langue installée dans un luxueux manoir situé dans une petite localité de la Géorgie.

« Je voulais des résultats rapides, en particulier au chapitre de mes connaissances grammaticales. J'y suis parvenu parce que toutes les attentions du personnel enseignant et mes travaux en laboratoire ont été ciblés dans le but d'atteindre cet objectif », souligne-t-il.

Ce programme, M. Hébert l'a suivi voici trois ans. Il estime que cette approche d'immersion totale est valable à condition de retravailler, comme il le fait régulièrement, avec les cassettes audio qu'on lui a remises à la fin de ses cours. ■

ELAM
L'école de langues pour gens d'affaires
www.elam.qc.ca
(514) 395-1948

TECHNOLOGIA Formation Les spécialistes de la formation en TI et en gestion
Une quarantaine de formateurs chevronnés
Une centaine de cours haut de gamme
Des milliers de clients satisfaits
Une seule adresse www.technologia.com
Technologia Formation
440, boul. René-Lévesque Ouest, 5^e étage
Téléphone : (514) 380-8228
formation@technologia.com
www.technologia.com

Services : Internet, Commerce électronique, Communication, Sites Web / XML, Windows NT / 2000, Réseaux / Sécurité, Orienté objet, Java, Microsoft .NET, Visual Basic, Bases de données, Systèmes décisionnels, UNIX / Linux / Solaris, Gestion, Développement personnel.

Partners: Microsoft CERTIFIED, macromedia, Rational, Project Management Institute.

TECHNOLOGIA
Formation**Isabelle Brunet** **Josée Lortie**

M. François Normant, président de Technologia, et M. Didier Clerc, vice-président exécutif, sont heureux d'annoncer la nomination de Madame Isabelle Brunet comme directrice du développement des affaires et de Madame Josée Lortie comme directrice du service à la clientèle.

Madame Brunet possède une quinzaine d'années d'expérience en vente dans le domaine des TI. Avant de se joindre à Technologia, elle a passé quatre ans chez Versalys Formation comme directrice des ventes.

Avant de rejoindre l'équipe Technologia, Madame Lortie a travaillé cinq ans à CRIM Formation, une division du Centre de recherche informatique de Montréal, assurant notamment le service à la clientèle.

Technologia Formation est un chef de file dans la formation en TI et en gestion au Québec avec plus d'une centaine de cours à son programme. Son équipe a à son actif plus de 3 500 activités de formation au cours des dix dernières années, soit plus de 45 000 personnes formées, et peut compter sur une quarantaine de formateurs chevronnés possédant en moyenne plus de 13 ans d'expérience dans l'industrie et auteurs d'une vingtaine d'ouvrages en informatique et en gestion.

Les spécialistes de la formation en TI et en gestion
www.technologia.com

Les traducteurs auront leur diplôme de deuxième cycle en localisation

La localisation permet l'adaptation de logiciels à une langue et une culture étrangères

Michel De Smet
dossiers@transcontinental.ca

La multiplication de textes liés aux technologies de l'information et des télécommunications (TIC) exerce une forte pression sur la profession de traducteur.

« Au cours de ces dernières années, la production de textes relatifs au contenu de logiciels et de documents multimédias a fait le bonheur des rédacteurs et, par conséquent, des traducteurs. Or ces derniers ne sont pas toujours bien préparés pour relever ce défi. Dans notre programme de baccalauréat nous allons introduire incessamment des cours de localisation afin de combler cette lacune », indique Marthe Catry-Verron, professeure au département de traduction de l'Université Concordia.

Dans le jargon de la traduction, la localisation se définit comme l'adaptation de logiciels et des documents

techniques à une langue et à une culture étrangères.

La demande de traduction pour des textes de ce type est en telle croissance que l'Université du Québec à Hull (UQAH) offrira, dès septembre prochain, un Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en localisation. Ce nouveau programme, de niveau du deuxième cycle universitaire, comprendra 10 cours ainsi qu'un stage en entreprise.

« Il faut comprendre que la majorité des traducteurs travaillent seuls ou encore au sein de très petits cabinets dont le chiffre d'affaires annuel se situe autour de 300 000 \$. Lorsque ces derniers se retrouvent face à des textes complexes nécessitant, par exemple, des connaissances de l'environnement informatique, ils ne peuvent généralement compter que sur eux-mêmes », explique Jean Quirion, responsable du DESS à l'UQAH.

Le nouveau programme a

pour but de corriger cette situation devant laquelle les traducteurs se sentent pour la plupart très démunis. Les cours porteront notamment sur la conception et la rédaction de sites Web, les principes élémentaires de programmation ainsi que la méthodologie relative aux outils de la localisation et de la rédaction hypermédia.

Mondialisation

M. Quirion souligne que le phénomène de la mondialisation rend la problématique de la localisation particulièrement sensible. « Chaque langue, chaque culture a ses spécificités propres et cela se répercute sur la manière de concevoir un texte technologique, un contenu sur support multimédia ou encore sur un site Web. Notre diplôme va permettre à un traducteur québécois de mieux travailler dans des contextes culturels différents. »

Il donne l'exemple d'un logiciel de formation conçu en

anglais en Grande-Bretagne. Le traducteur québécois, en rédigeant la version française, doit pouvoir tenir compte des différences culturelles afin de pouvoir optimiser la compréhension du contenu pour un public québécois.

« Le traducteur peut même être appelé à réaliser des adaptations québécoises de textes conçus en France. Je vous donnerai l'exemple d'un logiciel éducatif réalisé par des Français que des traducteurs québécois ont réaménagé en tenant compte de la vitesse d'assimilation de nos enfants qui est différente de celles des petits Français de même âge », poursuit M. Quirion.

Le nouveau programme se donnera sur une base de temps partiel et devrait s'étendre sur deux ans. Pour être admis, les candidats devront détenir un baccalauréat en traduction avec une moyenne cumulative de notes supérieure à la moyenne. ■



La formation continue de l'UQTR au service des entreprises

Formation sur mesure

Adaptée aux besoins des entreprises
Formation universitaire créditée
Programmes de formation spécifique

Services à la collectivité

Services de conférenciers,
d'experts-conseils

Recherche commanditée

Étude de faisabilité
Validation d'un concept d'affaires
Sondage et étude de marchés

Programmes de stages

Des résultats immédiats
avec nos étudiants stagiaires



www.uqtr.quebec.ca

1-800-365-0922
(819) 376-5004

L'Ordre des traducteurs impose un programme de mentorat

Michel De Smet
dossiers@transcontinental.ca

Ce ne sont certes pas les ressources en formation qui manquent aux futurs professionnels de la traduction. Selon l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ) pas moins de six universités québécoises offrent des programmes de formation en traduction, des diplômes qui, la plupart du temps, peuvent même mener à la maîtrise pour les finissants qui se destinent à la recherche ou à l'enseignement supérieur.

De fait, la discipline s'enseigne aux universités Concordia, Laval, McGill, de Montréal ainsi qu'à celles du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et à Hull (UQAH).

Pourtant, l'OTTIAQ est le premier à le reconnaître, le diplôme ne constitue pas nécessairement une garantie absolue que son détenteur deviendra un professionnel émérite. Pour l'Ordre, en effet, la meilleure des formations doit s'enrichir par la pratique. C'est pourquoi, avant d'accorder son agrément aux nouveaux diplômés, l'Ordre impose notamment un programme de mentorat. Un tuteur, membre de l'OTTIAQ, les encadre durant une période de six mois consécutifs.

Être professionnel

À intervalles réguliers, le tuteur rencontre les nouveaux diplômés qui sont sous sa responsabilité. Il évalue qualitativement leurs travaux de traduction et les aide de la sorte à s'intégrer plus facilement à leur futur environnement professionnel.

« Vous pouvez détenir tous les diplômes possibles en traduction, cela ne vous donnera pas nécessairement une information précise sur ce que vous valez vraiment comme traducteur.

« Par exemple, vos traductions peuvent être parfaites, mais vous ne serez peut-être pas professionnellement compétitif parce que vous prenez trop de temps pour compléter

le travail », explique Marthe Catry-Verron, professeure au département de traduction de l'Université Concordia.

Immersion en milieu de travail

Consciente de l'importance d'annexer un volet de stages dans la formation de traducteur, cette université montréalaise a été la première au Québec à mettre sur pied, en 1992, un baccalauréat en traduction selon la formule de programme d'études coopératif.

Après une première année de cours, les étudiants auront à suivre, en alternance avec leurs études, trois stages en entreprises d'une durée variant entre 14 et 16 semaines.

« Les étudiants que nous accueillons en formule d'alternance doivent faire la preuve qu'ils ont obtenu d'excellentes notes au cégep.

De plus, nous les soumettons à un texte écrit en anglais que nous leur demandons de résumer. Finalement, ceux qui réussissent l'épreuve auront également à passer une entrevue dans le but de mesurer leur motivation pour le métier de la traduction », ajoute M^{me} Catry-Verron qui est aussi la responsable du programme coopératif en traduction à l'Université Concordia.

Sécurité d'emploi

Depuis septembre dernier, l'Université de Montréal a emboîté le pas à sa consœur anglophone en accueillant, pour la première fois, une quinzaine d'étudiants en traduction dans un programme coopératif.

Cette institution est la seule au Québec à dispenser un enseignement de niveau doctorat en traduction.

« Le nombre d'étudiants en traduction augmente légèrement d'année en année. On peut même dire que, lorsque l'économie ne se porte pas très bien, nous connaissons une recrudescence de notre population étudiante, car la traduction demeure un domaine où l'emploi est plutôt constant, quelle que soit la conjoncture », déclare Monique Cormier, professeure au département de linguistique et de traduction de l'Université de Montréal.

Les cours de mentorat de l'OTTIAQ et les programmes d'études coopératifs ne représentent pas les seules initiatives permettant aux futurs traducteurs d'acquiescer une expérience professionnelle alors qu'ils sont encore aux études.

Depuis trois ans, des étudiants en traduction de l'Université Laval se sont regroupés au sein d'une PME

baptisée Langulaire qui propose des services de traduction sous la supervision de traducteurs agréés, membres de l'OTTIAQ.

Langulaire compte en permanence une douzaine d'étudiants-traducteurs qui s'engagent en principe à oeuvrer pendant un an au sein de l'entreprise. François Lavallée, un traducteur agréé, a siégé pendant trois ans au conseil d'administration de cette PME pas tout à fait comme les autres à titre de représentant de l'Ordre.

« J'ai pu conseiller les étudiants sur le marché de la traduction, la clientèle et les tarifs, en plus de les aider à monter un plan d'affaires, indique-t-il. Tous leurs travaux sont révisés par des membres de l'Ordre. Leur tarification est légèrement inférieure à celle d'un traducteur agréé. Les étudiants tiennent à ne



Marthe Catry-Verron : « Nos étudiants qui suivent leur baccalauréat avec la formule stage obtiennent des taux de placement qui frisent 100 % »

retirer aucun avantage financier de leurs contrats. Les profits sont intégralement investis dans le bon fonctionnement de la PME. »

Programme de développement des gestionnaires de premier niveau

Les sessions, suivies de travaux pratiques, permettent au gestionnaire de :

- Ajuster son rôle en fonction des attentes de son supérieur immédiat
- Accroître l'autorité nécessaire afin d'assumer une plus grande responsabilité
- Privilégier les activités qui contribuent le plus à l'atteinte des résultats
- Optimiser la contribution de son personnel
- Cibler les résultats à atteindre
- Améliorer les méthodes de travail
- Solutionner des problèmes avec son équipe
- Utiliser des moyens pour accroître la productivité

COSE
CONSEILLERS EN GESTION
534, RUE SHERBROOKE EST
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2L 1K1

TÉLÉPHONE : (514) 288-6811
TÉLÉCOPIEUR : (514) 288-7338
SANS FRAIS : 1-800-288-6812
SITE WEB : www.cose.qc.ca

ENTREPRENEUR - COACH - MOBILISATEUR

SESSIONS PUBLIQUES

SEPTEMBRE 2001

	MONTRÉAL	QUÉBEC
Sensibilisation du supérieur immédiat	27 août a.m.	4 sept. a.m.
Rôle et responsabilités du gestionnaire Je connais ce que mon organisation attend de moi J'exerce toute mon autorité Je gère mes priorités	4 au 6 sept.	11 au 13 sept.
Le gestionnaire et son personnel Je comprends et je suis compris Je rencontre mon employé Je motive mes employés J'influence mes employés	2 au 5 oct.	9 au 12 oct.
Le gestionnaire et les opérations J'identifie les résultats à atteindre Je solutionne les problèmes Je révise les méthodes de travail	6 au 8 nov.	13 au 15 nov.
La productivité J'élabore mon plan d'actions	30 novembre	7 décembre

Programme disponible en entreprise sur mesure et diffusé à raison d'une journée par mois

eXtraordinaire.



vision.



effet.



impact.

OnX : e-Learning

En confiant vos mandats e-learning à OnX, vous misez sur une gamme intégrée d'expertises qui vous permettront d'atteindre vos objectifs d'affaires ainsi que de tirer avantage des outils de la formation en ligne. Qu'il s'agisse de l'orientation stratégique de votre unité de formation ou du développement de vos contenus sous un environnement technologique, OnX vous fournira une expertise de pointe.

- Consultation stratégique
- Création et design de cours
- Revue d'infrastructure
- Développement et migration des contenus
- Déploiement de plate-formes de livraison e-learning
- Développement technique
- Formation
- Hébergement

Finaliste OCTAS 2001 : Catégorie e-Formation

Montréal (514) 856-1933
Québec (418) 651-4434
elearning@OnX.com

OnX.COM
eXtraordinaire.



IBM Mindspan Solutions

Lotus Authorized Education Center™

Les notaires ukrainiens se recyclent à la québécoise

La Chambre des notaires du Québec a des projets de formation du notariat en Russie et ailleurs dans le monde

Alain Duhamel
duhamela@transcontinental.ca

L'Ukraine a fait appel aux notaires québécois pour réaliser une réforme complète de son notariat et aider ses professionnels à faire

la transition vers la pratique privée.

L'ancienne république du bloc soviétique, indépendante depuis 10 ans, instaure un régime de droit civil. Habités à travailler en qualité de notaires publics salariés de

l'État, les notaires ukrainiens doivent tout apprendre, absolument tout, de la pratique notariale privée dans l'encadrement d'un ordre professionnel indépendant qui inspecte, qui discipline, qui sanctionne et qui contrôle la

formation professionnelle. L'Ukraine compte environ 3 200 notaires pour une population de quelque 50 millions d'habitants.

La **Chambre des notaires du Québec (CNQ)**, avec l'appui de l'**Agence canadienne**

de **développement international (ACDI)**, les aide depuis quatre ans. L'ACDI vient d'ailleurs de renouveler le financement de cette coopération, de l'ordre de 1,3 M\$, afin qu'elle se poursuive jusqu'en 2004.

« Au sein de l'*Union internationale du notariat latin*, le notariat québécois a la réputation d'être progressiste », affirme le président de la CNQ, **Denis Marsolais**. « Les notaires québécois ont des atouts. Civilistes dans un système de droit anglo-saxon, ils travaillent dans une réalité juridique moderne. »

Mais la réalité ukrainienne a posé des défis considérables. « Il y a d'abord un choc linguistique », dit **Nathalie Parent**, directrice de la coopération internationale à la CNQ. « Il a fallu s'adapter à la présence d'un interprète. Puis il y a aussi un choc culturel. La vie au jour le jour en Ukraine est bien différente. Au début, nous n'avions ni télécopieur, ni Internet ! »

La CNQ a traduit tous les textes en ukrainien, une langue

qui s'écrit avec des caractères cyrilliques : règlements, actes types, code de déontologie et même une pochette d'information à remettre à la clientèle. Elle a installé quatre études notariales modèles pour faire la démonstration de l'organisation et du fonctionnement d'une étude de notaire.

Le *Programme Ukraine* de la CNQ a débuté en 1997. Il s'agissait alors de contribuer à la rédaction du code civil et d'une loi sur le notariat, d'organiser des activités de formation et des stages d'études. Quelque 50 notaires québécois et 500 notaires ukrainiens ont participé à ces échanges.

D'ici à 2004, la coopération de la CNQ portera entre autres sur la formation continue des notaires dans le nouveau régime juridique de droit civil.

Depuis qu'elle a mis en oeuvre le *programme Ukraine*, la CNQ a pris goût à la coopération internationale. Sur sa table de travail, M^{me} Parent a les dossiers de projets de développement et de formation du notariat en Russie, en Roumanie et en Chine. ■

Soyez clair et compris !

Vos messages s'adressent-ils au grand public?

Deux ateliers de formation à votre calendrier de perfectionnement 2001-2002 :

« **Écrire simplement** » et « **Pour des communications orales claires** »

Apprenez à communiquer dans un langage clair et simple

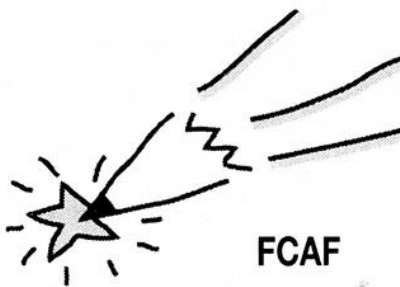
Tenez compte de la capacité réduite de compréhension du client

Vos messages sont importants et doivent être compris

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) vous offre des formations sur mesure de 1 ou 2 jours.

La formation peut se donner en milieu de travail, au sein des organisations.

Information : Diane Pouliot ou Johanne Renaud
courriel : d.pouliot@fcaf.franco.ca
☎ (613) 749-5333 • 1 888 906-5666



1% d'investissement dans la formation de la main-d'œuvre fait toute la différence...

Des subventions pour soutenir des projets de formation destinés au personnel des employeurs assujettis à la Loi.

Pour obtenir de l'information sur la Loi ou le Fonds national de formation de la main-d'œuvre, adressez-vous à votre centre local d'emploi (CLE) ou composez le

1 888 EMPLOIS

emploi-quebec.gouv.qc.ca

Québec 
Emploi-Québec

Les très petites entreprises sont désavantagées par la loi 90

En 1998, les récalcitrants qui n'ont pas respecté la règle du 1 % de la masse salariale auront versé 31,3 M\$ au FNFMO

Michel De Smet
dossiers@transcontinental.ca

En 1998, trois employeurs sur quatre ont rencontré leur obligation de consacrer un montant correspondant à au moins 1 % de leur masse salariale en formation, comme l'exige la loi 90.

Rappelons que 1998 est également la première année où toutes les entreprises visées par la loi, soit celles totalisant 250 000 \$ et plus de masse salariale, ont été soumises à cette obligation légale qui est entrée en vigueur selon un mode progressif à partir de 1996.

Au total, les employeurs auront engagé 1 085 M\$ en dépenses de formation. Les résultats de 1998 montrent toutefois un écart sensible des dépenses en formation quant à la taille des entreprises. Ainsi, 86 % des compagnies ayant une masse salariale de plus de 1 M\$ se sont conformées à la loi, par rapport à 75 % pour la tranche allant de 500 000 \$ à 1 M\$ et seulement 65 % pour les très petites

entreprises totalisant une masse salariale située entre 250 000 \$ et 500 000 \$.

« L'année 1998 constitue, en fait, la dernière année pour laquelle nous détenons des données définitives pour l'instant. Nous ne disposons pas du recul suffisant pour nous prononcer sur les effets bénéfiques de la loi. Globalement, les résultats nous semblent encourageants. La première leçon que nous pouvons en tirer, c'est que nous devons intensifier nos efforts de sensibilisation et d'appuis par rapport en particulier aux très petites entreprises », déclare Réjean Turbide, directeur général adjoint aux opérations à Emploi-Québec.

Il observe également des écarts régionaux et sectoriels qu'il se refuse à juger significatifs. Il fait remarquer que les entreprises du Bas-Saint-Laurent, du Nord-du-Québec ainsi que de la Côte-Nord ont globalement consacré plus de 2 % de leur masse salariale à des activités de formation alors que la moyenne nationale se situait, en 1998, à 1,53 %.



Réjean Turbide, directeur général adjoint aux opérations à Emploi-Québec

Par ailleurs, certaines disparités font également surface par rapport aux secteurs d'activité des entreprises. Ainsi, les communications, les mines, l'administration publique, les intermédiaires financiers de dépôts ainsi que les industries des textiles et des aliments dépassent tous la barre de 2 %.

« Nous n'avons pas d'outils fiables actuellement pour raffiner nos analyses. Mais je note

que les régions comme les secteurs d'activité qui consacrent un gros effort budgétaire en formation sont essentiellement composés d'entreprises dont la masse salariale s'élève à plusieurs millions de dollars », fait remarquer M. Turbide.

Effets pervers

Les entreprises qui ne s'acquittent pas, en tout ou en partie, de leur obligation légale du 1 % sont forcées à contribuer au *Fonds national de formation de la main-d'oeuvre* (FNFMO).

En 1998, les récalcitrants auront versé 31,3 M\$ au Fonds. Fait remarquable, les très petites entreprises dont la masse salariale s'élève à moins de 250 000 \$ ont contribué au Fonds à hauteur des 10,7 M\$, par rapport à 13,1 M\$ pour les entreprises de plus de 1 M\$.

Dans ce cas, le déséquilibre est flagrant puisque la masse salariale des entreprises les plus modestes se chiffre à 4,6 G\$ comparativement à 60,6 G\$ pour les grandes.

Rappelons que, depuis 1997, les sommes accumulées dans

le FNFMO sont utilisées selon une grille de répartition correspondant à cinq orientations. La plupart de celles-ci concernent la valorisation de l'obligation légale de formation. Toutefois, l'orientation qui intéresse le plus les entreprises est celle qui permet à ces dernières de déposer auprès d'Emploi-Québec des demandes de subvention pour leurs efforts additionnels en dépenses de formation.

Or, les données actuelles montrent que ce sont les grandes entreprises qui profitent largement de cette manne. Ainsi, pour l'année 1999-2000, seulement 11 % des subventions sont allées à la très petite entreprise.

« Il faut corriger cet effet pervers. Les petites firmes versent des montants très importants au fonds. Logiquement, il faudrait qu'elles aient accès à des sommes bien plus importantes pour leur permettre de corriger la situation et d'atteindre au minimum le seuil du 1 % », admet Yves Morisset, directeur du FNFMO à Emploi-Québec.

Cette année, la société d'État compte disposer de 52 M\$ pour l'ensemble des cinq orientations du Fonds. Elle vient, d'ores et déjà, de réviser certaines de ses normes d'attribution. Par exemple, la somme maximale allouée pour chaque demande de subvention est réduite de 350 000 à 200 000 \$.

« C'est une mesure qui est de nature à favoriser les PME. Nous avons aussi entrepris de fortement décentraliser nos activités. Ainsi, nous disposons désormais, dans toute la province, de 150 points de service dont une des activités principales est d'accompagner et de conseiller les entreprises dans la rédaction de leur demande de subvention », ajoute M. Turbide.

Emploi-Québec a déjà atteint son objectif prioritaire d'élever considérablement le taux de projets admissibles à une subvention. « En 1998-99, nous enregistrons 55 % de refus pour les projets qui nous étaient soumis. Cette année, nous devrions atteindre un taux de 85 % d'acceptation », estime M. Morisset. ■

La solution
au développement
de votre main-d'oeuvre
technique !

Teccart, fier de son expérience de plus de 50 ans en formation sur mesure, s'emploie à répondre aux besoins en formation des entreprises au Québec et ce, dans tous les secteurs industriels.

Notre réputation n'est plus à faire; des diplômés et des employés formés par Teccart, il y en a partout.

TECCART

(514) 526-2501 • 1-877-TECCART • solution@teccart.qc.ca • www.teccart.qc.ca

Formation sur mesure

Pour clientèles variées

Votre entreprise, association ou organisation veut accroître les compétences professionnelles de son personnel ou de ses membres ?

La FORMATION CONTINUE SUR MESURE peut répondre à des besoins très ciblés et proposer des solutions souples et originales !

En tenant compte du profil des personnes et de leurs disponibilités, nous pouvons, en partenariat,

- analyser vos besoins spécifiques
- élaborer des programmes de formation
- gérer et coordonner les programmes
- évaluer les apprentissages et l'incidence organisationnelle
- exercer un rôle-conseil.

Les activités peuvent être créditées et mener à l'obtention d'un certificat, d'un diplôme ou d'une maîtrise, ou être non créditées, et reconnues par une attestation officielle.

RENSEIGNEMENTS
Téléphone : (418) 656-3202 ou sans frais au 1 877 785-2825 poste 3202
Télécopieur : (418) 656-3260
dgfc@dgfc.ulaval.ca

Direction générale de la formation continue

UNIVERSITÉ LAVAL
Aujourd'hui Québec, demain le monde.

www.ulaval.ca/dgfc

La main-d'oeuvre spécialisée se fait rare dans le secteur du meuble

Le Comité sectoriel est engagé dans une vaste campagne promotionnelle pour faire échec aux stéréotypes

Michel De Smet
dossiers@transcontinental.ca

Pour la troisième année consécutive, le directeur du centre montréalais de l'École du meuble et du bois ouvré du Cégep de Victoria-ville, Normand Giroux,

est incapable de constituer un groupe d'étudiants pour suivre un diplôme d'études professionnelles (DEP) en rembourrage industriel.

« Nous ne recevons pas suffisamment d'inscriptions pour dispenser le programme. Les professions liées à l'industrie

du meuble sont victimes de préjugés entretenus autant par les jeunes que par leur environnement familial. »

Pour M. Giroux, cette perception négative repose essentiellement sur une méconnaissance du secteur industriel. « On imagine un travail salissant, sans débouchés intéressants. Les étudiants croient que la plupart de nos DEP vont les conduire vers des travaux répétitifs liés à la production de meubles en série. »

En revanche, M. Giroux note que le DEC en techniques d'ébénisterie et de menuiserie architecturale, dispensé par son école, affiche complet parce que, dans ce cas, les jeunes ont l'impression que celui-ci mène à un travail créatif et les prépare mieux à démarrer un jour leur propre entreprise.

Pénurie de personnel préoccupante

Coordonnateur du Comité sectoriel de main-d'oeuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine, Christian Galarneau ne peut que constater que le phénomène de la pénurie de personnel spécialisé constitue une entrave préoccupante pour les entreprises en croissance oeuvrant dans ce secteur de l'activité économique. Une étude, rendue publique l'an dernier par son comité, montre que 69 % des compagnies sondées se trouvaient en situation permanente d'embauche, mais que, de ce nombre, plus des deux tiers

déclaraient éprouver de sérieuses difficultés à recruter de la main-d'oeuvre qualifiée.

« Depuis les cinq dernières années, notre industrie a connu une croissance phénoménale due à l'augmentation de nos exportations vers les États-Unis. En 1995, nos entreprises faisaient travailler 23 000 personnes par rapport à 35 000 aujourd'hui », déclare M. Galarneau.

Celui-ci souligne que la situation est particulièrement préoccupante pour des emplois qui nécessitent une formation de peintre-finiisseur, d'assembleur-ajusteur, d'apprenti opérateur de machine industrielle ou encore de rembourreur.

À l'instar de M. Giroux, M. Galarneau met en relief la méconnaissance du grand public par rapport aux industries du meuble, des portes et fenêtres et des armoires de cuisine. « En particulier, on ignore totalement la grande variété de carrières qu'il est possible de mener dans ces secteurs qui concernent pas moins de 55 emplois différents et 27 programmes de formation enseignés dans les commissions scolaires et les cégeps. »

L'étude du Comité sectoriel montre également que la pénurie de main-d'oeuvre est davantage ressentie en région que dans les grands centres urbains.

Le Groupe Cabico, fabricant d'armoires de cuisine haut de gamme, constitue à cet égard un cas exemplaire. L'entreprise qui emploie près



Christian Galarneau : « Les étudiants hésitent à s'engager dans des formations qui leur garantissent de l'emploi. »

de 700 travailleurs compte cinq usines installées dans la région de Coaticook, en Estrie. Marc Roy, son président-directeur général, reconnaît qu'il a épuisé toutes les ressources humaines localement disponibles.

Par conséquent, sa prochaine expansion, prévue d'ici la fin de l'été, il la fera dans le parc industriel de Sherbrooke.

« Nous avons embauché à peu près tout ce qui bouge à Coaticook et dans les municipalités avoisinantes. Par ailleurs, je ne trouve pas de personnel vraiment qualifié pour le type de production spécialisée que nous réalisons », affirme M. Roy.

Résultat, comme presque toutes les entreprises de son secteur, Groupe Cabico forme ses nouvelles recrues sur le tas. Les travailleurs sont répartis en cellules, ce qui permet à tous d'être directement opérationnels. Ils travaillent en petits

groupes spécialisés et les ouvriers qui ont le plus d'expertise agissent à titre de formateurs internes au bénéfice de leurs collègues moins aguerris.

La formation en entreprise paraît la voie à privilégier pour faire échec à la pénurie de personnel. Le comité sectoriel l'a bien compris. Avec l'appui d'Emploi-Québec, il aide à l'implantation au sein de nombre de ses entreprises d'un programme de Régimes de qualification. Ce type de formation mise sur la compétence des travailleurs les plus expérimentés qui agissent à titre de compagnons auprès de leurs camarades novices.

Au fur et à mesure que l'apprenti acquiert de nouvelles compétences, ces dernières sont validées par le compagnon et inscrites dans le carnet d'apprentissage de l'apprenti qui, ultimement, obtiendra un *Certificat de qualification professionnelle* reconnu par Emploi-Québec.

De plus, afin de mieux faire connaître les possibilités de carrière dans ces secteurs d'activité, le Comité a publié récemment un ouvrage intitulé *Réussir mon avenir* aux éditions *Ma Carrière*, en plus de créer un site Internet qui renseigne notamment sur les entreprises qui embauchent (www.clicemplois.net) et de produire à 35 000 exemplaires un cédérom contenant 55 vidéoclips illustrant les différentes facettes des métiers reliés aux industries du meuble. ■

LA STRATÉGIE GAGNANTE POUR PRÉPARER LA RELÈVE

LE PROGRAMME DE PERFECTIONNEMENT DES CADRES CIREM-HEC ÉLARGIT LES PERSPECTIVES ET FORME LES DIRIGEANTS PROMETTEURS DES ENTREPRISES À LA PENSÉE ET L'ACTION STRATÉGIQUES.

CIREM



HEC

- Un ressourcement, un enrichissement en profondeur, une formation générale en gestion, dans une perspective nationale et internationale.
- Un tremplin vers de plus vastes responsabilités.
- Une formule intensive et toujours contemporaine, qui fait ses preuves depuis 25 ans.
- Un programme animé par des professeurs chevronnés, qui excellent tant dans les universités que les entreprises.

Les participants sont des gestionnaires d'expérience issus d'une grande variété de secteurs d'activités et d'entreprises.

SESSION 52

Du 16 au 29 septembre 2001
Du 28 octobre au 9 novembre 2001

SESSION 53

Du 10 au 23 mars 2002
Du 21 avril au 3 mai 2002

CIREM - CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES EN MANAGEMENT
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION
Téléphone : (514) 935-4207
Télécopieur : (514) 932-1060
Site Internet : <http://www.cirem.ca>

Vive la différence!



Et si l'on parlait résultats maintenant :

Le programme pour cadres en exercice, je l'ai vu naître. J'y ai cru dès le début et j'ai décidé de m'y intéresser de près. Maintenant, le programme de MBA de l'École des sciences de la gestion de l'Uqam compte 2 000 diplômés au Québec.

Le programme est présent dans vingt pays et permet le développement de cadres allemands, mexicains, français, algériens, polonais qu'ils soient banquiers, avocats, entrepreneurs, comptables. Le MBA de l'Uqam est une carte de visite dont les cadres d'ici peuvent s'enorgueillir et dont ils peuvent se servir pour la reconnaissance de leurs acquis au plan international.

Le programme est offert par des professeurs qui présentent non seulement une feuille de route impressionnante en terme académique mais aussi très riche en expérience de terrain.

Ce n'est pas moi qui le dis mais les leaders de la société québécoise qui en témoignent tous les jours. On les voit à la barre de banques, d'entreprises industrielles et commerciales et d'organismes publics.

À ceux qui font confiance à l'École des sciences de la gestion, merci.
À ceux qui contribuent à son succès, merci.

Léon-Michel Serruya
Directeur, Programme de MBA pour cadres

UQAM ESG

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal

Programme MBA pour cadres
987-7704, poste 3 emba@uqam.ca mba.uqam.ca

Les programmes coopératifs sont de plus en plus populaires

À l'Université de Sherbrooke, 4 000 étudiants inscrits à ces programmes vont effectuer un stage en entreprise

Michel De Smet
dossiers@transcontinental.ca

Cette année, les programmes d'études coopératifs fêtent leur 35^e année d'existence au Québec. Pour la première fois, en 1966, l'Université de Sherbrooke offrait à ses étudiants en génie et au MBA la possibilité de compléter leur formation en alternant les cours, de manière continue, avec des stages en entreprises.

Du reste, le programme coopératif constitue encore aujourd'hui le principal signe distinctif de cette institution. En moyenne, environ 4 000 étudiants se retrouvent dans des programmes coopératifs, soit 40 % de la population totale de l'université estrienne.

« Présentement, 20 programmes de baccalauréat sur les 37 que nous dispensons comportent des stages en entreprise que les étudiants suivent tout au long de leur scolarité. La formule s'applique également à deux programmes de deuxième cycle », explique Renald Mercier,



Hélène Coderre : « Le premier programme d'études coopératif fut offert par l'Université de Cincinnati, il y a 80 ans. »

directeur du service des stages et du placement de l'Université de Sherbrooke.

Présents dans sept universités

M. Mercier souligne que les programmes d'études coopératifs sont en augmentation constante, principalement depuis ces 10 dernières années. Au fil des ans, l'Université de Sherbrooke a fait

des émules. Selon les plus récentes données du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), sept universités québécoises pratiquent, à des degrés divers, la formule coopérative, de sorte que, à l'échelle de la province, il est désormais possible aux étudiants de s'inscrire dans 44 programmes différents dispensés selon cette formule d'alternance travail-études.

Outre Sherbrooke, deux autres établissements universitaires se distinguent pour le nombre de programmes coopératifs qu'ils ont mis sur pied. Il s'agit de l'École de technologie supérieure, une composante de l'Université du Québec, et de l'Université Concordia.

Présidente de l'Association canadienne de l'enseignement coopératif, section Québec, Hélène Coderre souligne que la formule d'alternance touche un vaste champ de disciplines.

« Les sciences pures et appliquées, en particulier le génie, constituent le gros du contingent des programmes

coopératifs. Mais on y retrouve aussi des disciplines des sciences humaines comme la géographie. Les sciences de l'administration sont également présentes, avec notamment la finance et le marketing, et même les lettres, puisque la rédaction-communication et la traduction sont du nombre. »

Une formule jugée exigeante

Même si les programmes d'études coopératifs affichent une progression soutenue, l'approche, en raison de ses nombreuses exigences, a des limites. On imagine mal, par exemple, un baccalauréat en philosophie ou même en sociologie se dispenser en alternance travail-études.

Par ailleurs, la formule pose de multiples contraintes aux universités qui la pratiquent. « Les programmes de ce type sont très populaires et attirent une clientèle étudiante en provenance des quatre coins de la province. En revanche, il y a des coûts pour les établissements. Ce sont en effet

des programmes qui requièrent plus d'encadrement pédagogique et de gestion administrative que ne le demandent les cours traditionnels. De plus, comme l'alternance stages-cours se déroule en continu tout au long de l'année, il faut trouver des professeurs disponibles durant la saison estivale », note M^{me} Coderre.

Pour leur part, les étudiants sont tenus d'être disponibles 12 mois par année, puisqu'un cours de 15 semaines sera, en principe, aussitôt suivi d'un stage en entreprise d'une durée minimale de 12 semaines. Ceci tout au long des trois années que durera leur baccalauréat. Et c'est très souvent dans l'entreprise où ils font leur stage que les étudiants trouveront leur premier emploi.

« Les stages constituent aussi la possibilité pour les étudiants d'explorer le monde du travail. Il n'est pas rare qu'après avoir occupé une fonction dans un bureau de comptable, un étudiant décide de se réorienter en manage-

ment parce qu'il vient de découvrir que le contexte professionnel de la comptabilité ne lui convient pas », fait remarquer M^{me} Coderre.

La part des employeurs

Du côté des employeurs, les stages donnent très souvent l'occasion de recruter un candidat de valeur que l'on voit évoluer dans de véritables conditions de travail. En contrepartie, les entreprises s'engagent à collaborer avec l'université et à offrir un stage réellement formatif aux étudiants. Elles sont, en outre, tenues de verser un salaire au stagiaire. Elles pourront toutefois bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable de 40 % applicable à leurs frais d'encadrement ainsi qu'à la rémunération accordée au stagiaire.

« Le salaire hebdomadaire dépasse généralement 300 \$. Il varie en fonction de la discipline choisie par l'étudiant. En fait, il est le reflet des conditions salariales offertes dans la vraie vie professionnelle », résume M. Mercier. ■

Titulaires de Maîtrise...



Démarquez-vous !

Devenez expert-comptable en performance financière.

Le programme

Offert aux titulaires d'un MBA, d'une maîtrise en comptabilité, finance, fiscalité, administration ou gestion, le programme reconnaît les connaissances et les compétences déjà acquises. De plus en plus populaire auprès des administrateurs et des dirigeants d'entreprise, le programme est composé de quatre séminaires, soit en comptabilité financière avancée, en fiscalité, en finance et en vérification de gestion.

Date limite d'inscription

Session d'hiver : le vendredi 10 août 2001

Renseignements

Pour plus de renseignements ou pour obtenir le formulaire d'admission à l'Ordre et celui d'inscription aux séminaires, veuillez consulter notre site Internet au www.cga-quebec.org ou composer le (514) 861-1823 ou le 1 800 463-0163.

CGA
Ordre des CGA
du Québec

www.cga-quebec.org

Les médias sont à vos portes ?



Communiquez vos messages de façon crédible et restez sûr de vous !

Profitez de la rentrée et inscrivez-vous à une formation de porte-parole avec les médias

Faites appel à une équipe gagnante :
PYRAMIDE RELATIONS PUBLIQUES

Les experts en affaires publiques, services créatifs, communication stratégique/organisationnelle/financière/haute-technologie/consommation, programmes de commandite et bien sûr, formation.



P Y R A M I D E
RELATIONS PUBLIQUES INC.

Appelez-nous : (514) 845-2257
Visitez-nous : www.pyramide.ca
Écrivez-vous : info@pyramide.ca

Un bac en droit intégrant la biotech verra bientôt le jour

Unique en son genre, le nouveau programme de l'Université de Sherbrooke comportera quatre années d'études

Michel De Smet
dossiers@transcontinental.ca

Pour la première fois au Canada, une formation universitaire en droit intégrera de solides connaissances scientifiques.

L'Université de Sherbrooke travaille en ce moment à la mise sur pied d'un baccalauréat en droit avec cheminement en biotechnologie.

Claude Déry, directeur du département de biologie de l'université estrienne, est à l'origine de cette initiative pour le moins originale.

« Depuis plusieurs années, nous avons noté qu'un nombre significatif de nos étudiants n'était pas nécessairement attiré par le travail en laboratoire. Avec ce nouveau baccalauréat, nous voulons élargir la gamme des possibilités professionnelles de nos finissants. »

Par ailleurs, M. Déry observait depuis déjà de nombreuses années la popularité grandissante chez ses étudiants de l'option biotechnologie à l'intérieur de la formation en biologie. Selon lui, la moitié d'entre eux choisissent actuellement de s'orienter dans cette discipline au cours de leurs dernières années de baccalauréat.

« Ce sont des secteurs où il importe de connaître les règles à suivre pour les demandes de brevets et de licences, un univers où les litiges concernant la propriété intellectuelle et autres contestations légales peuvent être nombreux. Par conséquent, il devient crucial pour

de jeunes biotechnologues d'acquérir d'excellentes connaissances sur les réglementations en vigueur dans ce domaine », ajoute M. Déry.

« Devant les tribunaux, les preuves basées sur les tests d'ADN prennent de plus en plus d'importance. »

D'autre part, le fait pour un bachelier en droit d'acquérir une formation parallèle en biotechnologie présente des avantages indéniables dans l'exercice de sa future profession de juriste.

« Devant les tribunaux, les preuves basées sur les tests d'ADN prennent de plus en plus d'importance. Dès lors, acquérir de bonnes notions à ce chapitre constitue un atout professionnel supplémentaire pour un jeune avocat », note

Suzanne Philips-Nootens, professeure à la faculté de droit de l'Université de Sherbrooke.

Un bac enrichi

Par ailleurs, il y a plus d'un an, la faculté de droit et le département de biologie ont mené un sondage auprès de leurs étudiants qui a démontré clairement que le nouveau programme devrait connaître un franc succès.

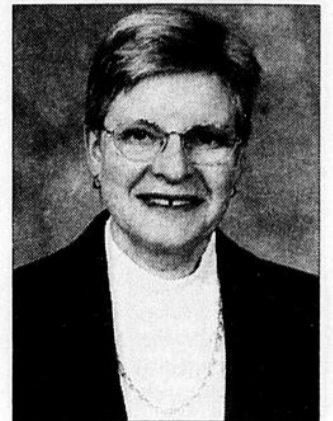
« En fait, nous travaillons depuis environ deux ans sur ce projet avec nos collègues du département de biologie. Notre plus gros défi consiste à intégrer à l'intérieur d'un baccalauréat en droit un fort contenu biotechnologique sans trop allonger la durée des cours », précise M^{me} Philips-Nootens.

Le nouveau programme se déroulera sur quatre ans. La première année sera consacrée exclusivement à

l'enseignement du droit. Par la suite, les cours de biotechnologie feront leur apparition. Au cours de leur dernière année, les étudiants auront à accomplir un stage en entreprise.

Plusieurs nouveaux cours seront créés afin de mieux intégrer les deux disciplines. Par exemple, les étudiants suivront un cours intitulé droit et biologie moléculaire. Un autre les amènera à s'interroger sur l'éthique et la biotechnologie.

Cependant, on comprendra qu'on ne peut fondre deux programmes de premier cycle universitaire en un seul – c'est-à-dire ramener la durée d'enseignement de six à quatre ans – sans réaliser certains aménagements. Ainsi, le nouveau programme comportera 130 crédits, alors qu'un étudiant qui enchaînerait présentement un baccalauréat en droit et un second en biologie se verrait reconnaître 183 crédits.



Suzanne Philips-Nootens note que les tests d'ADN font partie du vocabulaire des juristes.

lauréat en droit et un second en biologie se verrait reconnaître 183 crédits.

« La spécialisation en biotechnologie comporte un nombre important de crédits qui sont rattachés à des travaux en laboratoire. Ces derniers sont de peu d'intérêt pour de futurs juristes. En conséquence, on les retranchera des cours qui composeront le futur baccalauréat intégré droit-biotechnologie », explique M. Déry.

Ratification imminente

Au total, le nouveau programme comprendra 88 crédits en droit et de 42 en biotechnologie. En avril dernier, le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) a soumis le projet au Barreau du Québec afin que ce dernier se prononce sur la pertinence d'une telle initiative.

« Le Barreau a émis un avis favorable. D'une part, il a assuré au ministère que le nouveau baccalauréat allait maintenir un contenu suffisant en ce qui concerne les cours de droit. D'autre part, il conclut qu'un tel programme répond à des besoins socio-économiques de plus en plus présents dans notre société », affirme M. Déry.

Il reste donc au MEQ de donner son aval définitif au projet. Un avis positif qui paraît désormais plus que probable selon les deux professeurs de l'Université de Sherbrooke, mais qui créerait toutefois un précédent au Québec.

« Évidemment, un programme de quatre ans coûtera plus cher au MEQ qu'un baccalauréat conventionnel. Mais il faut tenir compte que, si nous réussissons à attirer une masse critique significative d'étudiants, cela s'avèrera en fin de compte financièrement une bonne opération pour le gouvernement puisque, actuellement, des étudiants qui veulent se donner une double spécialisation droit-biotechnologie suivent six années de cours », conclut M^{me} Philips-Nootens. ■

SÉJOURS LINGUISTIQUES VTE

Vancouver	1029 \$
Banff	1169 \$
Hawaii	1599 \$
Fort Lauderdale	1679 \$
Londres	1049 \$
Espagne (Alicante)	849 \$
Guatemala	689 \$

Comprend
2 semaines de cours
+ hébergement + repas
autres destinations disponibles

ANGLAIS ESPAGNOL

Apprenez
une langue,
rapidement,
efficacement !

- Accessible à tous
- Offert toute l'année
- Déductible d'impôt au Canada

- Admissible à la loi 90
(1 % formation main d'oeuvre)



www.tourcar.com/si

CONTACTEZ LES SPÉCIALISTES DE L'IMMERSION,
DEMANDEZ VOTRE BROCHURE GRATUITE.
Mtl (514) 874-9156 Qc (418) 835-3336 1-800-463-2265

Apprenez l'anglais à Toronto !

Formation linguistique en situation d'immersion offerte aux professionnels par une école d'anglais reconnue mondialement.

- Enseignement personnalisé,
- Cours particuliers et en petits groupes,
- Horaires flexibles – disponibles toute l'année,
- Accréditée par le Ministère du Revenu du Québec.

Plus qu'un stage : c'est une expérience inégalable !

CANADIAN
ENGLISH
LANGUAGE
CENTRE
LIMITED

3 Concord Avenue
Toronto, Ontario M6H 2N9
Tel: (416) 537-6444
Fax: (416) 537-7004

Email: CELC_Toronto_Ca@CompuServe.com

Brochure gratuite et liste des clients



METRO
LONGUEUIL

déjà plus loin

« Ce qui est frappant, c'est la cohésion que la formation continue génère dans le groupe d'étudiants. L'absence de compétition suscite la collaboration et l'entraide. Le travail en équipe permet une belle complicité, c'est un outil formidable! Chacun y donne le meilleur de lui-même. Et les professeurs connaissent bien leur clientèle, c'est pourquoi la formation est axée sur notre réalité. »



Eric Lafleur
MBA pour cadres en exercice

Programmes de formation continue offerts à Longueuil par l'Université de Sherbrooke

Certificat de 1^{er} cycle, Diplôme et ses microprogrammes de 2^e cycle de toxicomanie
Certificat de culture musicale
Certificat de santé et sécurité du travail
Certificat de théologie orthodoxe
Diplôme de 2^e cycle de gestion de la formation
Diplôme de gestion de l'environnement
Diplôme de 2^e cycle et Maîtrise en théologie
Concentration en anthropologie spirituelle
Diplôme de technologies de l'information
Diplôme et Microprogramme de 2^e cycle d'éthique appliquée

Diplôme de 3^e cycle en gestion de l'éducation
Diplôme et Maîtrise en fiscalité – Concentrations planification fiscale et planification financière personnelle
Doctorat en sciences cliniques
Maîtrise en gestion du développement des coopératives et des collectivités (temps partiel)
Maîtrise en sciences humaines des religions
Concentration formation interculturelle
Maîtrise en sciences cliniques
Maîtrise et Doctorat en philosophie (éthique appliquée)
Microprogramme de 1^{er} cycle de chant choral
Microprogramme de vérification environnementale
Microprogramme de santé, sécurité, environnement
Microprogramme de 2^e cycle de gestion avancée des valeurs mobilières (janvier 2002)

Certificat de 1^{er} cycle et
Microprogramme de 1^{er} cycle
Condition d'admission: détenir un DEC

Diplôme de 2^e cycle, Microprogramme
de 2^e cycle et Maîtrise
Condition d'admission: détenir un baccalauréat

Plusieurs autres programmes de
formation continue sont aussi offerts à
Longueuil par l'ensemble des facultés de
l'Université de Sherbrooke

Renseignements :
Tél. : (450) 670-4090
Interurbain sans frais : 1 877 670-4090
Télec. : (450) 670-3689
cdel@courrier.usherb.ca

UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

Visitez notre site : www.usherb.ca/longueuil

Les cégeps commencent à accueillir des étudiants étrangers

La Chine a un potentiel énorme d'étudiants qui ne peuvent poursuivre leurs études à cause du manque de place dans leur pays

Michel De Smet
dossiers@transcontinental.ca

Le Collège Ahuntsic accueille actuellement huit étudiants chinois dans un cours d'immersion en langue française. Dès cet automne, ces derniers s'inscriront au diplôme d'études collégiales (DEC).

Le fait n'est pas banal. Jusqu'ici, les cégeps publics ne s'étaient pratiquement pas intéressés à la clientèle étrangère. « En réalité, c'est un peu le hasard qui a fait que, pour la première fois, nous recevons des inscriptions d'étudiants étrangers dans un programme crédité », déclare Roch Tremblay, directeur général du Collège Ahuntsic.

Celui-ci explique qu'un professeur de philosophie de son institution suit actuellement des cours de chinois mandarin à l'Université de Montréal.

Son intérêt pour la culture et le peuple chinois l'a amené à voyager à plusieurs reprises dans ce pays et à créer des liens avec des responsables gouvernementaux du secteur de l'enseignement ainsi que

du ministère des Chinois à l'étranger. « Dans le passé, nous avons déjà reçu la visite d'un sous-ministre chinois et cet été, cinq de mes collègues et moi partons en mission dans ce pays afin d'accueillir davantage d'étudiants chinois dans un proche avenir », ajoute M. Tremblay.

L'énorme marché

Selon ce dernier, il existe actuellement en Chine un potentiel énorme d'étudiants qui ne peuvent poursuivre des études supérieures par manque de places dans le système d'éducation.

L'anecdote suivante illustre parfaitement le phénomène : récemment, le cégep a reçu une demande en provenance d'une province chinoise qui lui demandait d'accepter 500 étudiants chinois dans des programmes de DEC.

« Évidemment, même si nous le voulions, nous ne pourrions répondre à cette demande puisque notre collège n'a pas la capacité d'accueil pour absorber une population aussi importante qui représenterait environ

12 % du nombre total actuel de nos étudiants », précise M. Tremblay.

Cet automne, le Collège John Abbott recevra lui aussi une quinzaine d'étudiants chinois dans des programmes de DEC. Le cégep anglophone montréalais a choisi d'unir ses efforts dans ce projet à ceux du Cégep de Sainte-Foy.

« Nos deux institutions ont établi des liens solides avec quatre universités chinoises. Nous envoyons des enseignants là-bas qui dispensent de la formation aux professeurs chinois », rapporte Keith Henderson, directeur général du Collège John Abbott.

L'an prochain, les deux cégeps devraient être capables de recevoir chacun une soixantaine de jeunes Chinois qui auront ainsi le choix de compléter un DEC québécois en anglais ou en français.

Le cégep anglophone, située dans l'ouest de Montréal, n'en est pas à ses premières armes en la matière. Depuis trois ans, il dispense de la formation à 75 étudiants allemands.

M. Henderson explique qu'il s'agit en fait d'élèves qui complètent de cette manière leur programme d'études secondaires débuté en Allemagne. « Nous avons une entente avec 16 écoles secondaires allemandes. Ces élèves suivent chez nous un cours d'une durée d'un an généralement, avec une concentration en langue anglaise et en mathématiques, qui leur est reconnue ensuite en Allemagne. »

Or, aux yeux du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), ces étudiants allemands sont inscrits dans un programme non crédité. En conséquence, le cégep peut décider, en toute liberté, des frais de scolarité qu'il percevra.

Mesures désincitatives

En revanche, il en va tout autrement pour les étudiants étrangers qui s'inscrivent au DEC. « Dans ce cas, le MEQ demande aux cégeps de percevoir des frais de scolarité variant, selon le programme, entre 6 000 \$ et 10 000 \$. Ces sommes sont ensuite versées



PHOTO: JEAN-GUY PARADIS, LES AFFAIRES

Évelyne Foy

intégralement au ministère qui, en contrepartie, accorde aux établissements collégiaux une subvention standard accordée à tous les cégeps, soit environ 5 800 \$ par étudiant », souligne Évelyne Foy, directrice générale de Cégep International.

C'est, du reste, cet obstacle financier qui est à l'origine du peu d'empressement manifesté jusqu'ici par les collèges publics à accueillir des étudiants étrangers dans des programmes crédités.

Il y a quelques mois, le Cégep International, un

organisme représentatif des collèges qui ont des activités à l'étranger, déposait un mémoire au MEQ afin d'inciter ce dernier à plus de générosité.

« On peut affirmer que les dispositions financières actuelles du ministère sont désincitatives pour les cégeps qui voudraient recevoir des jeunes étrangers dans un programme de DEC. Nous avons bon espoir que le MEQ révisera sous peu à la baisse ses exigences financières », estime M^{me} Foy.

Cégep International songe également à créer un service spécialisé auquel pourront s'adresser tous les cégeps publics qui souhaitent attirer des étudiants étrangers. Ce service serait chargé de faire la promotion à l'international de la qualité de l'enseignement collégial québécois.

En outre, un tel service devrait sensibiliser les autorités canadiennes et québécoises aux difficultés qu'éprouvent de nombreux jeunes étrangers à obtenir des visas d'étudiant leur permettant de poursuivre des études chez nous. ■



J'étudie à la TÉLUQ parce que...

« La Téluc m'offrait l'énorme avantage de la formation à distance, idéale pour le perfectionnement, sans les désagréments occasionnés par les nombreux déplacements que supposent les cours traditionnels. [...] J'ai apprécié chacun des cours qui m'ont menée à l'obtention d'un certificat en sciences de l'environnement et je considère que ma compréhension globale en cette matière s'en trouve améliorée. »

Nicole Comtois, Assistante de projet Service technique et Environnement, Papiers Domtar

Visitez notre site Web
Services et tests GRATUITS en ligne

www.teluq.quebec.ca/15/perfectionnement

La TÉLUQ c'est :

- 60 programmes d'études et 300 cours à distance;
- 17 000 étudiants.

l'université
à distance,
l'université
en tête.

Appelez-nous pour obtenir notre brochure

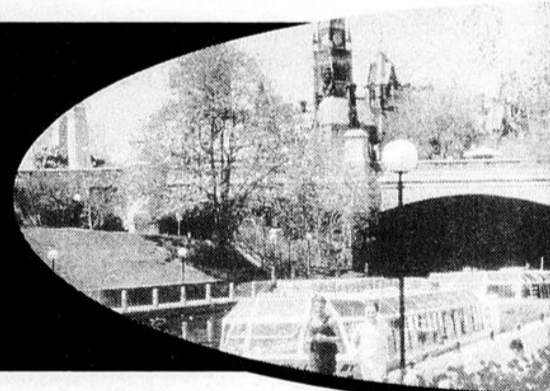
Du lundi au mercredi : 8 h 30 à 18 h
Du jeudi au vendredi : 8 h 30 à 17 h

1 888 843-4333 poste 515

Université du Québec
TÉLUQ
L'université à distance

Programme d'immersion en anglais à Ottawa


CENTRE
LINGUISTIQUE
DU COLLÈGE DE JONQUIÈRE



En choisissant
le Centre
linguistique
du Collège
de Jonquière,
vous optez
pour :

- plus de 30 ans d'expérience en formation linguistique ;
- des ressources humaines compétentes et expérimentées ;
- un vaste choix de programmes dont l'anglais des affaires ;
- des cours mettant l'accent sur les aspects pratiques de la communication orale et/ou écrite ;
- une formation sur mesure disponible en formule privée ou en petit groupe.

Pour vous inscrire ou recevoir plus de renseignements :

Centre linguistique du Collège de Jonquière
255, rue Albert, bureau 600, Ottawa (Ontario) K1P 6A9
Tél. : (613) 566-7004 - Téléc. : (613) 566-7019
Courriel : centling@videotron.ca

Les entreprises utilisent le mentorat pour fidéliser les employés

Les employés qui bénéficient du soutien du mentor auraient deux promotions comparativement à une seule

Michel De Smet

dossiers@transcontinental.ca

Plus le mentorat prend de l'expansion, plus les entreprises comprennent les avantages qu'il représente. « Au fil des ans, on constate une évolution dans les objectifs qui motivent les organisa-

tions à mettre sur pied un programme de mentorat formel. Au départ, il s'agissait de préparer la relève ou encore d'assurer un développement optimal de la carrière d'employés cadres. Désormais, les entreprises découvrent que le mentorat est précieux pour fidéliser leurs employés les

plus talentueux », dit Charles Benabou, professeur titulaire au département organisation et ressources humaines de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM.

Celui-ci constate que, dans les années passées, plusieurs entreprises se sont départies de leur personnel qu'elles jugeaient moins productif. En conséquence, ceux qui sont demeurés en place sont devenus l'objet de toutes les attentions.

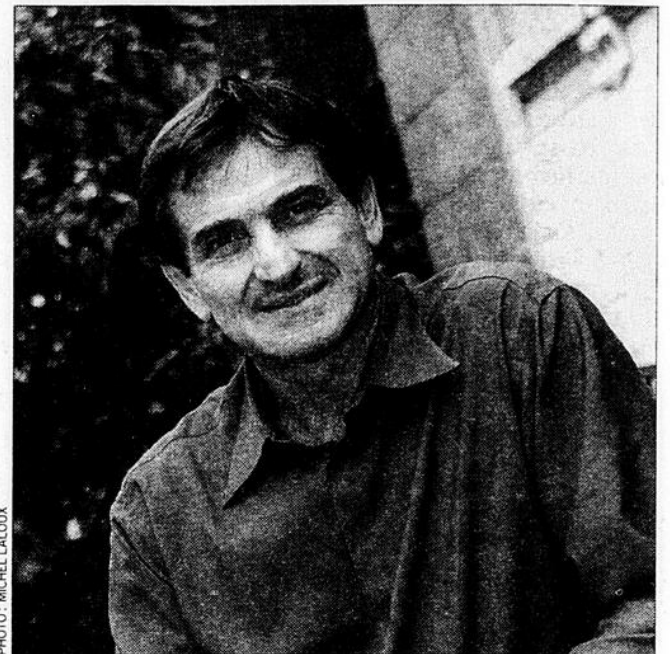
« Fournir un mentor à un employé, c'est une marque de reconnaissance. C'est témoi-

gner de l'importance que lui accorde l'organisation. »

M. Benabou s'intéresse de manière empirique au phénomène du mentorat depuis le milieu des années 90. Il a pu constituer une banque composée de 200 mentors et 200 protégés qui ont accepté de répondre à un questionnaire.

En outre, une cinquantaine de ces employés ont fait l'objet d'une entrevue approfondie.

De plus, il a aussi sondé 300 cadres qui ne sont ni des mentors, ni des protégés, dans le but de valider l'impact du mentorat sur la carrière des



Charles Benabou : « Les recherches montrent que le tiers des grandes entreprises américaines a adopté un mode de mentorat formel. »

employés. M. Benabou a ainsi pu constater que, au cours de leur vie dans l'entreprise, les protégés étaient l'objet de deux promotions, alors que les employés qui ne bénéficiaient pas du soutien d'un mentor ne connaissaient qu'une seule promotion.

Des constats surprenants

« J'ai relevé que la moyenne d'âge des protégés s'élevait à 28 ans. Fait étonnant, les mentors sont généralement des cadres dans la jeune quarantaine. Ce sont d'ailleurs très souvent les supérieurs immédiats des employés qu'ils parrainent. »

Autre constat surprenant : les mentors et leurs protégés entretiennent souvent des perceptions très semblables par rapport à ce qu'un programme de mentorat leur apporte de positif à chacun.

Par exemple, tous les deux pensent que cette relation génère chez eux des idées nouvelles, qu'elle sert à leur développement personnel et même qu'elle est de nature à leur apporter un soutien moral !

« Par ailleurs, j'ai longtemps pensé que la relation entre mentors et protégés faisait une large place à l'affectif. Au contraire, mes différentes recherches m'ont plutôt démontré que le protégé admire son mentor avant tout pour sa façon de résoudre des problèmes, ses valeurs morales ou encore sa motivation et sa capacité de travail », dit M. Benabou.

Ce dernier tient également à briser un autre mythe. Il considère que le mentorat n'exerce pas qu'un impact positif sur la personnalité et le développement de la carrière du protégé.

Il note que beaucoup d'expériences se soldent secrètement par des échecs, parfois douloureux.

« Il y a des types de mentors, des plus directifs au plus délégués. Les dérives existent. Elles s'appellent tantôt autocratie, tantôt laxisme. Il est important pour le protégé de se lier avec le mentor qui convient le mieux à son propre tempérament ainsi qu'à l'atteinte des objectifs qu'il s'est fixés à travers cette expérience de mentorat. »

Les mentors et les coachs

M. Benabou tient également à différencier le rôle de mentor et celui de coach. Selon lui, ce dernier accompagne l'employé dans une perspective technique en le préparant à occuper efficacement un poste.

Le mentor, quant à lui, ouvre des perspectives de carrière à son protégé. La différence entre les deux rôles est particulièrement évidente dans les organisations qui ont une culture de réseaux.

« Dans ce cas, le mentor va introduire son protégé au sein de ces réseaux en lui facilitant les contacts avec des personnes influentes et stratégiques, un rôle que l'on ne demandera jamais à un coach. »

Par ailleurs, M. Benabou note l'apparition du *cybermentorat* qui permet de maintenir les liens entre deux travailleurs absorbés par leur emploi du temps par l'entremise d'Internet.

« Comme tendance nouvelle, ce n'est pas anecdotique, précise-t-il. C'est le manque de disponibilité d'une des deux parties qui met souvent fin à la relation mentor-protégé. » ■

SEPTEMBRE 2001 PROGRAMMES DE FORMATION EN AFFAIRES ÉLECTRONIQUES

COURS OFFERTS
ENTIÈREMENT À
DISTANCE AVEC
SUPPORT INTERNET

- > MBA (45 crédits)
- > Diplôme de deuxième cycle (30 crédits)
- > Microprogramme de deuxième cycle (12 crédits)
- > Formation sur mesure

THÈMES ABORDÉS :

- L'entreprise digitale
- Stratégies d'affaires
- Forage des données
- Gestion de l'innovation
- Marketing
- Droit et sécurité
- Design et logistique
- Télécommunications
- Création graphique
- Conception et contrôle

L'Institut des affaires électroniques est le fruit de l'action concertée de la Faculté d'aménagement, d'architecture et des arts visuels, de la Faculté de droit, de la Faculté de foresterie et de géomatique, de la Faculté des sciences de l'administration et de la Faculté des sciences et de génie.

RENSEIGNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT :

Téléphone : (418) 656-7325
www.fsa.ulaval.ca/formation/2ecycle
Adresse électronique : mba-laval@fsa.ulaval.ca

UNIVERSITÉ
LAVAL
Aujourd'hui Québec, demain le monde.

ie Institut
des affaires
électroniques

CFG Amélioration des compétences en gestion		
Sessions	Montréal	Québec
Supervision		
Supervision opérationnelle	10-11-12 oct.	5-6-7 sept.
Responsabilisation et travail d'équipe	12-13 nov.	1-2 oct.
Management		
Direction et management	22-23-24 oct.	5-6-7 sept.
Motivation et leadership	14-15 janv.	1-2 oct.
Entraînement au coaching	24-25 sept.	22-23 oct.
Gestion		
Analyse de problèmes et prise de décision	17-18 oct.	1-2 nov.
Conduite de réunions	10-11 déc.	11-12 oct.
Gestion des documents	18-19 sept.	19-20 nov.
Gestion de projets	27-28-29 août	12-13-14 sept. 3-4-5 déc.
Introduction à MS Project	23-24 août 15-16 nov.	27-28 sept.
Gestion du stress et qualité de vie	12-13 sept.	28-29 nov.
Gestion du temps et efficacité personnelle	22-23 août 4-5 déc.	19-20 sept. 26-27 nov.
Implantation et gestion du changement	26-27 nov.	29-30 août
L'innovation par la créativité	15-16 oct.	5-6 nov.
Résolution de conflits	22-23 nov.	24-25 sept. 6-7 déc.
Secrétariat et soutien administratif	30-31 août 10-11 déc.	10-11 sept. 29-30 nov.
Sélection et intégration du personnel	22-23 oct.	15-16 oct.
Communication		
Authenticité et affirmation en management	5-6 nov.	15-16 oct.
Comment parler en public	24-25-26 oct.	3-4-5 oct.
Communication interpersonnelle et analyse transactionnelle	29-30-31 oct.	3-4-5 déc.
Communication non verbale	1-2 nov.	12-13 sept.
Excellence in Business Writing	16-17 oct.	---
Intelligence émotionnelle appliquée à la gestion des émotions	1-2 nov.	18-19 oct.
Intelligence émotionnelle appliquée au travail d'équipe	20-21 sept.	6-7 déc.
Lecture rapide et efficace	12-13 sept.	19-20 sept. 14-15 nov.
Négociation efficace	20-21-22 août	5-6-7 nov.
Perfectionnement en français écrit	17-18-19 déc.	17-18-19 oct. 10-11-12 déc.
Prise de notes et compte rendu	29 août 14 déc.	14 sept. 23 nov.
Rédaction de rapports	24-25 sept.	10-11 sept. 17-18 déc.
Styles personnels de communication	28 nov.	12 oct. 19 déc.
Techniques de présentation	1-2 oct.	8-9 nov.
Formation et conseil		
Équité salariale	5 sept.	---
Formation des concepteurs : analyse et design	29-30 nov.	26-27 sept.
Formation des formateurs : techniques d'animation	26-27-28 sept.	24-25-26 oct.
Gestion stratégique de la fonction « ressources humaines »	1-2-3 oct.	19-20-21 nov.
Programme performance plus	27-28 août	21-22 août
Rôle-conseil en entreprise	6-7 sept.	29-30 nov.
Service-client / ventes		
Accueil et service à la clientèle	10-11 oct.	17-18 sept. 10-11 déc.
Communication et vente-conseil	6-7-8 nov.	29-30-31 oct.
Organisation du service-client	19-20 nov.	12-13 nov.

Montréal : (514) 526-2833
1-888-333-2341
Québec : (418) 640-0808
www.cfcfg.com

Un centre de recherche en aérospatiale voit le jour à Concordia

Le Centre international spécialisé en gestion de l'aviation travaillera de près avec les entreprises

Sylvie Lemieux
dossiers@transcontinental.ca

Pour mieux répondre aux besoins de l'industrie aérospatiale, l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia vient d'inaugurer son nouveau Centre international de formation et de recherche en gestion de l'aviation (ICAMER).

Depuis 12 ans, l'institution offre un programme de maîtrise en aviation internationale. Avec l'ICAMER, on veut ainsi développer des projets de recherche sur différents aspects de la gestion comme la planification des horaires, la tarification, la gestion des ressources humaines, l'utilisation des systèmes de communication, etc. Le tout se fera en partenariat avec les entreprises du milieu.

« Il y avait un réel besoin d'établir un tel centre à l'échelle internationale afin que les gens puissent se réunir et discuter des problèmes de l'industrie », explique Mohsen Anvari, doyen de l'École de gestion John-Molson.

La formation, un atout

D'autre part, les observateurs du secteur aérospatiale notent que les entreprises semblent miser davantage sur la formation continue de leur effectif.

À l'École nationale d'aéronautique (ENA) du Cégep Édouard-Montpetit, on vient de procéder à l'agrandissement des installations. Les nouveaux locaux servent principalement au perfectionnement des travailleurs déjà en poste, explique Lucie Cousineau, directrice de l'ENA.

« Les entreprises se préoccupent de plus en plus de la qualification de leurs employés. Elles recherchent davantage des personnes qui ont acquis un diplôme reconnu. Cela facilite la mobilité du travailleur au sein de l'entreprise », précise M^{me} Cousineau.

Centre de formation à Mirabel

Pour mieux répondre aux besoins des employeurs, il est d'ailleurs question d'ouvrir un centre de formation dans la Zone de commerce internationale de Mirabel.

Le projet est piloté par le CAMAQ en partenariat avec l'ENA, l'École des métiers de l'aérospatiale de Montréal (EMAM), l'École de technologie supérieure (ETS) et des entreprises.

Au ministère de l'Éducation, on indique que des annonces devraient être faites

à ce sujet au début de l'automne.

Le marché de l'emploi continue d'être favorable dans le secteur de l'aérospatiale. Présentement, l'industrie embauche 46 000 travailleurs comparativement à plus de 42 000 l'an dernier, une croissance légèrement plus forte que prévu, affirme Carmy Hayes, conseiller en formation au Conseil d'adaptation de la main-d'œuvre en aérospatiale du Québec (CAMAQ).

Cette progression des effectifs devrait se poursuivre à bon rythme au cours de la prochaine année puisque plusieurs entreprises seront sur le mode embauche.

Au CAMAQ, on évalue qu'il y aura environ 2 000 postes à combler dont la

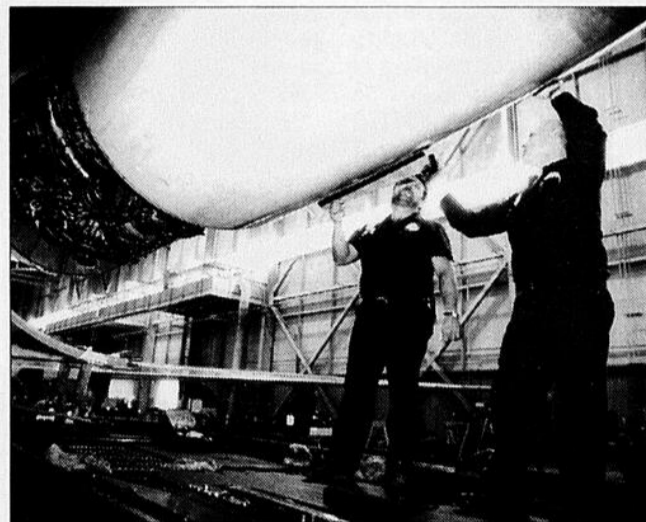
moitié en raison de la création d'emplois. Pour le reste, il s'agit de remplacement à la suite de promotion ou de mise à la retraite, explique M. Hayes.

Chez Messier-Dowty, le fabricant de trains d'atterrissage, la construction d'une nouvelle usine dans la Zone de commerce international de Mirabel contribuera à la création d'une quarantaine de nouveaux postes qui seront occupés majoritairement par des opérateurs de machines à contrôle numérique, précise Claude Sauvageau, porte-parole de l'entreprise.

D'autre part, dans la foulée du récent Salon aéronautique du Bourget, près d'une dizaine de PME dont Aerotech Tubetronique, Atelier d'usinage Aéro et CIC Aérospatial ont

annoncé des projets d'investissement totalisant plus de 80 M\$ qui entraîneront la création de plus de 500 emplois sur trois ans. Les emplois dédiés à la construction d'avions sont toujours en forte demande (les monteurs-assembleurs, les ajusteurs sont particulièrement recherchés), on note des besoins à la hausse pour les métiers spécialisés dans l'entretien et dans la remise à neuf des appareils.

« Le parc d'aéronefs prend de l'âge, et il faut l'entretenir. C'est donc un secteur qui devient de plus en plus important », dit M. Hayes. ■



« Il y avait un réel besoin d'établir un tel centre à l'échelle internationale afin que les gens puissent discuter des problèmes de l'industrie. »

Aidez-nous

La victoire est si proche...

Aidez-nous à vaincre la fibrose kystique



Service aux entreprises :
télécopieur : 332-3235
www.bdeb.qc.ca

Directrice : Martine Blache
tél. : 332-3000 poste 343
martine.blache@bdeb.qc.ca

FORMATION CONTINUE ET SERVICES AUX ORGANISATIONS
Le collège de Bois-de-Boulogne est membre du Regroupement des collèges du Montréal métropolitain

Collège de Bois-de-Boulogne

Selon Francine Boudreault, directrice du service :
« Les personnes désireuses de voir progresser leur carrière peuvent compter sur la formation sur mesure de l'UQAM. Nous sommes là pour les aider! ».

Le Service de formation sur mesure de l'UQAM a pour mission de répondre aux besoins de formation et de perfectionnement des entreprises de toute taille qui souhaitent outiller leurs employés dans des domaines aussi variés que la gestion, les communications, le marketing, le commerce de détail ou l'animation 3D. Actif depuis plus de vingt ans, le Service compte dans sa banque quelque 13000 clients. Il offre également des formations publiques à ceux et celles qui désirent développer de nouvelles habiletés de manière conviviale et pratique. Plus de 200 sessions de formation sont offertes à près de 2500 personnes par année.

UQAM Service de formation sur mesure

(514) 987-4068
www.formation.uqam.ca

À la mesure d'aujourd'hui



Communication, gestion et développement des ressources,
distribution et commerce de détail, marketing, ...et bien d'autres.

La SAQ forme elle-même les employés des magasins d'alimentation

Alain Duhamel

duhamela@transcontinental.ca

La stratégie de la **Société des alcools du Québec (SAQ)** pour relancer la vente des vins passe par la formation des employés des magasins d'alimentation. À ce jour, **SAQ Alimentation**,

l'unité chargée du développement des affaires dans la distribution alimentaire, a formé plus de 1 000 employés des magasins d'alimentation, des employés comme des cadres.

Mieux encore, elle se propose d'en former 2 500 autres d'ici mars 2002.

« Nous en avons eu de tous les niveaux, depuis le commis jusqu'au propriétaire, en passant par le poissonnier et l'aide-gourmet », dit **Marc Boyer**, directeur général de SAQ Alimentation.

La SAQ a son réseau propre de quelque 400 succursales, placées sous diverses bannières

telles les **SAQ Express**, **SAQ Sélection**, **SAQ Classique** ou **SAQ Signature**, dans lesquelles oeuvrent ses conseillers en vin formés à son école **Carrefour compétences**.

Mais depuis l'an dernier, la société coiffe ses étalages dans le réseau des 9 200 épiceries et dépanneurs du logo

SAQ Alimentation qu'elle voudrait propager comme une référence de qualité aux yeux des consommateurs.

Sous cette bannière sont proposés les vins d'*appellation d'origine contrôlée* (AOC), les vins de *qualité certifiée* (VQC) et les *Découvertes de Gaston*.

« Il faut sécuriser le consommateur et l'assurer que la personne qui lui répond n'est pas qu'un prétendant connaisseur en vins mais une personne formée. »

Les conseillers en vin de la société donnent le cours *Le vin, ses accords et sa mise en valeur* d'une durée d'une demi-journée. La SAQ fournit tout le matériel didactique y compris les vins de dégustation et remet une attestation. Les employés n'ont aucuns frais d'inscription à payer et, le cas échéant, leurs dépenses de déplacement peuvent être comptées comme une dépense de formation professionnelle aux fins de la loi sur la formation de la main-d'oeuvre.



PROMOTION Printemps 2001 Montréal

Institut du commerce électronique

 Laurent Allardin Solutions 2K1 Soft inc.	 Nathalie Ashby Cible solutions d'affaires inc.	 Lucie Blanchit Banque de développement du Canada				
 Denise Boudreau BCE Energis	 Jean-Pierre Collins Duchasne et fils ltée	 Robert Côté ATB	 Gilles Goulet SADC de la MRC de Rivière-du-Loup	 Rita Houde Hydra-Québec	 Christiane Labadie R3D Information et technologie inc.	 Jimmy Lahais LogiWeb Informatique
 Serge Lauzon ATB	 Johanna Loranger Impérial Tobacco Canada	 Richard Melo Les conseillers Matras inc.	 Françoise Mommens Institut du commerce électronique	 Céline Nadeau Bell Nexia	 François Picard BCE Energis	 Alain Plamondon Cognacase, La Cité du Multimédia



« Mieux l'employé conseille le consommateur, mieux il vend », dit **Marc Boyer**, directeur général de SAQ Alimentation.

FÉLICITATIONS AUX NOUVEAUX CERTIFIÉS EN AFFAIRES ÉLECTRONIQUES

L'Institut du commerce électronique est fier de présenter les nouveaux certifiés du programme de certification professionnelle en affaires électroniques, qui comporte de nombreux avantages :

- reconnaissance par plusieurs ordres professionnels et associations
- accréditation en affaires électroniques (3 crédits universitaires)
- formation stratégique intensive (8 jours sur 6 semaines)
- membre du réseau des certifiés : activités, forum, actualisation, etc.
- répertoire des certifiés

Destiné aux gens d'affaires, ce programme permet de :

- développer des connaissances indispensables en analyse, planification et gestion stratégique des affaires électroniques
- intégrer tous les aspects des affaires électroniques à tous les niveaux de l'entreprise : stratégie, légal, opérations, logistique, marketing, ressources humaines, etc.

L'Institut du commerce électronique remercie ses partenaires : École des HEC, CRIM-Formation, Secor Conseil, FIQ, Ordre des CA, Ordre des CGA, Ordre des CMA.

Certification professionnelle en affaires électroniques Inscrivez-vous pour la rentrée

Montréal

29 août - 11 octobre
12 octobre - 24 novembre

Québec

7 septembre - 20 octobre

Sherbrooke

9 octobre - 20 novembre

www.institut.qc.ca

Courriel : certification@institut.qc.ca

Téléphone : (514) 840-1297 / Sans frais : 1 877 324-1324

Autres services disponibles sur mesure :
Veille stratégique, formation spécialisée



Institut du commerce électronique

« L'objectif est de démythifier le vin pour que les gens soient à l'aise dans leur approche à la clientèle et comprennent mieux les accords mets-vins, dit M. Boyer. C'est une valeur ajoutée qui nous assure une position dominante dans la catégorie. »

Le milieu de la distribution alimentaire a bien reçu cette initiative et en redemande. La SAQ Alimentation élabore un second volet qui traitera de merchandising, d'étalage et d'accords vins-mets.

L'initiative de la SAQ Alimentation est inhabituelle dans la distribution alimentaire, peu de transformateurs, d'importateurs ou de grossistes ayant eu recours à la formation des employés de la distribution pour soutenir la vente de leurs produits.

En général, les campagnes publicitaires, la position en étalage et les dégustations en magasin constituent l'essentiel de leur arsenal de promotion.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2001, les recettes brutes du réseau des grossistes et épiciers ont dépassé les 320 M\$. Cette année, SAQ Alimentation s'attend à des recettes brutes de l'ordre de 350 M\$. ■